

**INTEGRISME  
ISLAMIQUE  
EN TURQUIE**  
et  
**IMMIGRATION**

INFO-TÜRK

**INTEGRISME  
ISLAMIQUE  
EN TURQUIE**  
et  
**IMMIGRATION**

**INFO-TÜRK**  
Bruxelles, juin 1987

© Info-Türk 1987

INFO-TÜRK  
Rue des Eburons 38  
1040 Bruxelles - Belgique  
Tél: (32-2) 230 34 72

Composition et maquette:

Atelier Graphique du Soleil,  
par ordinateur (McIntosh Plus de Apple  
sous les programmes Word, RSG et LaserWriter)

Impression:  
Barbiana s.c.

D/1987/2198/59

## INTRODUCTION

*La Turquie, après avoir traversé sept ans de dictature militaire, se voit soudain confrontée à un nouveau danger menaçant, cette fois, non seulement les derniers vestiges des acquis démocratiques, mais également la laïcité de la République.*

*Il s'agit de la montée de l'intégrisme ssoudien.*

*Ironie du sort, ce nouveau phénomène apparaît de façon fracassante juste au moment où le gouvernement d'Özal introduit la demande d'adhésion de la Turquie aux Communautés Européennes.*

*Les révélations récentes de la presse turque démontrent irréfutablement que cette toile d'araignée, plongeant graduellement la Turquie dans l'ombre, a été tissée depuis quelques décennies par la Rabitat-ul Alem-ul Islam (La Ligue mondiale islamique), internationale noire créée de toute pièce par l'Arabie Saoudite, dans les années 60, en vue de politiser l'Islam au Moyen-Orient et de détendre ainsi les*

intérêts américains contre la montée des mouvements indépendantistes et progressistes dans le monde islamique.

Les hommes bien sélectionnés de la Rabitat, tel le premier ministre actuel Özal, occupent maintenant tous les postes clés de l'Etat grâce à la complicité de l'Armée turque, qui se prétend toujours le seul défenseur de la laïcité kémaliste.

Au fait, c'est la même armée qui, depuis le coup d'état de 1980, tout en bafouant les droits et libertés fondamentales des citoyens progressistes et laïques, a aidé à mieux préparer le terrain pour couronner l'emprise de l'intégrisme saoudien en Turquie.

C'est toujours la même armée qui se réclame maintenant être "la seule armée puissante de l'Islam" et se charge de mener une "guerre sainte" contre tous les opposants du régime, catalogués "infidèles".

La thèse de "la synthèse turco-islamique", mélange d'intégrisme soudien et de nationalisme du mouvement néo-fasciste des Loups Gris, s'impose maintenant dans toutes les institutions du pays.

Bien entendu, l'offensive de la Rabitat et la montée de l'intégrisme en Turquie ne se sont pas attardées pour avoir un impact sur l'immigration turque en Europe.

Info-Türk, dans cette brochure, expose l'ampleur de ce danger intégriste qui menace aussi bien la Turquie que l'immigration turque en Europe.

## SOUSSION "KEMALISTE" A L'INTEGRISME

La une du quotidien de centre-gauche *Cumhuriyet* du 13 mars 1987 a secoué brutalement la vie politique de Turquie. Une organisation internationale islamique favorable à la *Shari'a* (la loi islamique), aurait payé de 1981 à 1982 les salaires du clergé turc employé par le gouvernement d'Ankara pour assurer l'éducation religieuse des travailleurs turcs à l'étranger, notamment en Belgique, en Allemagne fédérale et aux Pays-Pas. En bas du décret du 28 avril 1981 relatif à cette pratique, se trouvait la signature du général Kenan Evren, "le président de la République", qui était alors le chef de la junte militaire.

La Ligue Mondiale islamique (Rabitat-ul Alem-ul Islam), par le biais du Centre Islamique et Culturel (CIC) à Bruxelles, aurait versé pendant deux ans 1.100 dollars par imam et par mois. Elle aurait également fait don de vingt millions de LT pour la mosquée qui doit

être construite à côté du Parlement turc, de deux millions pour la mosquée de Kocatepe à Ankara et de cinq millions pour la restauration d'édifices religieux endommagés par des inondations.

D'après le *Cumhuriyet*, cette soumission à la *Rabitat* serait en un mot un scandale sans précédent dans l'histoire de la Turquie laïque. Mais le scandale n'en resterait pas là... Une série de reportages du journaliste Ugur Mumcu démontrerait que le tandem Evren-Özal aurait fait aussi de nombreuses concessions aux institutions islamiques dirigées par cette organisation saoudienne.

Les polémiques qui ont suivi ces révélations démontent une fois de plus la politique hypocrite du régime d'Ankara: Alors que, se prétendant "attaché à l'idéal européen", il frappait à la porte des Communautés Européennes, ses gouvernements consécutifs auraient fait tout ce qui était possible pour que la *Rabitat* établisse son hégémonie politique, idéologique et économique en Turquie.

Suite à ces révélations, le ministre d'Etat Hasan Celal Güzel a, au nom du gouvernement, confirmé la révélation concernant le clergé: "les imams impliqués ont exercé leur ministère auprès des Turcs à l'étranger entre le 30 juin 1981 et janvier 1982. Ils recevaient une partie de leur salaire de la *Rabitat*". Toutefois, il a tenté de justifier cette affaire avec la démagogie habituelle du régime: "Peu après le coup d'Etat de septembre 1980, une forte agitation dirigée contre l'Etat se serait développée à partir de l'étranger. Il était donc salutaire pour

la Turquie que des religieux envoyés par l'Etat puissent éviter à leurs coreligionnaires de se trouver impliqués dans ces activités subversives, la fin justifiait donc les moyens... de paiement."

### L'OPPOSITION DE GAUCHE ACCUSE LE GENERAL EVREN

Or, d'après les révélations du journaliste Ugur Mumcu, les activités les plus subversives seraient celles de la *Rabitat* qui visent à renverser le système laïc de l'Etat turc et d'y rétablir un régime intégriste basé sur la Shari'a. C'est la raison pour laquelle le Secrétaire général du *Parti populiste social-démocrate (SHP)* Fikri Saglar a demandé purement et simplement la démission de Kenan Evren et des responsables de l'opération "Rabitat". Dans un interview qu'il a accordé au quotidien *The Turkish Daily News* du 3 avril 1987, il justifie sa demande en ces termes:

"D'abord il faut parler de la vraie nature de *Rabitat*, la Ligue islamique mondiale. Ce n'est pas une organisation religieuse, comme on voudrait nous le faire croire, mais une fondation politique. Son but est de promouvoir les principes de la Shari'a. Comme ils poursuivent des buts politiques, ils agissent pour parvenir à leurs fins. En Turquie, ils ont versé de l'argent. Or, les gens quels qu'ils soient, sont liés et obéissent d'abord à ceux qui les payent. C'est une loi universelle. Si une organisation islamiste paye les envoyés du gouvernement turc, il serait après tout absolument normal que

ces envoyés travaillent pour l'organisation. Par ailleurs, un autre principe fondamental est que l'Etat doit absolument payer lui-même ses envoyés. Or, qu'a-t-il fait dans cette affaire? Il a vendu sa liberté et son indépendance à une organisation islamique dont les idéaux sont contraires aux siens propres."

*Q: Mais ce "dérapiage" vaut-il à lui seul la démission du président de la République?*

R: Ce qui compte, ce n'est pas qu'Evren ait signé personnellement ou non, c'est qu'il soit le leader du gouvernement qui a mis en œuvre cette politique. Vous dites "le président", mais n'oubliez pas qu'à l'époque, entre 80 et 83, il était le véritable chef de l'exécutif en Turquie et qu'il prenait personnellement les décisions.

*Q: Kenan Evren, cependant, est considéré par l'opinion publique comme l'un des ardents défenseurs de la laïcité.*

R: L'opinion le croit en effet. C'est faux. Il se peut que le président, personnellement, croit aux principes de la laïcité, mais en aucun cas alors il n'a accordé ses actes à ses pensées.

*Q: Vous pensez sincèrement que le fondamentalisme est une menace concrète pour la Turquie?*

R: Prenons les faits. depuis le 12 septembre 1980, la laïcité est lentement mais sûrement érodée en Turquie. Depuis cette date, les affaires religieuses pénètrent peu à peu les affaires d'Etat. Pour la première fois dans une constitution, par exemple, on évoque et on admet la question des cours religieux dans l'éducation

nationale. Le chef de l'Etat commence certains de ses discours par des versets du Coran. Les fondations religieuses se multiplient. Le nombre des écoles d'imams est resté inchangé mais le nombre des étudiants s'est également multiplié. Le président, ostensiblement, fait remarquer qu'il n'observe pas le jeûne obligatoire parce qu'il est en voyage officiel, etc... Chacun de ces indices peut paraître minime. Leur somme démontre clairement la tendance actuelle de la Turquie.

*Q: Mais en Turquie, les musulmans constituent 90% de la population. Tous ne cherchent pas à renverser la république.*

R: C'est ce que dit Kenan Evren. Dans un pays musulman, dit-il pour justifier la constitution, il est normal que l'on s'occupe de l'éducation religieuse. Il y a d'abord contradiction entre ces paroles et ses déclarations sur son rôle de "défenseur de la laïcité". Ensuite, dans un pays laïque comme la Turquie, je pense que les non-musulmans qui constituent 10% de la population peuvent exiger que de telles choses soient retirées de la constitution. Je dis que même pour un pourcent, un Etat laïque devrait s'abstenir de s'occuper d'affaires religieuses.

*Q: Quelle explication donnez-vous à cette recrudescence du sentiment islamique?*

R: C'est clair. Une partie de la droite et de ceux qui ont pris le pouvoir le 12 septembre 1980 ont voulu utiliser la force de la religion contre le rassemblement des forces de gauche. Pour contrecarrer l'influence popu-

laïques des communistes, des sociaux-démocrates, des socialistes, on a joué contre eux la carte religieuse. Voilà pourquoi l'intégrisme a réapparu en Turquie. D'autre part, il ne faut pas négliger les facteurs extérieurs. La Turquie est le seul pays musulman à vivre sous un régime laïque. Certains n'aiment pas ça. On a dit dans l'affaire Rabitat que Demirel avait été le premier à prendre contact avec la Ligue islamique mondiale. Mais à l'époque, Ozal était déjà son conseiller. Or, depuis cette époque, Ozal a des liens avec l'Arabie Saoudite. L'Arabie Saoudite, en fait, est prête à accorder son aide à la Turquie en échange de concessions à l'islamisme. N'oublions pas évidemment l'Iran qui cherche à garantir sa frontière ouest en ayant le plus d'amis possible à Ankara. Ces deux pays jettent constamment de l'huile sur le feu, même si le feu n'est pas très fort. Les dirigeants de 1980 et les suivants auraient dû voir cela. Ils ne l'ont pas vu et n'ont pas réagi.

*Q: Vous pensez que des gens au gouvernement et des politiciens de droite sont favorables au retour des fondamentalistes?*

*R: Pour obtenir 92% de oui au référendum constitutionnel de 1982, il a fallu faire bien des concessions. Depuis la fondation de la république, il reste, en Turquie des nostalgiques de la Chari'a qui attendent leur heure. Le danger est réel. Après notre déclaration demandant la démission du président Evren la semaine dernière, les partis de droite ont réagi unanimement contre nous. Voilà bien une preuve que notre combat dérange certaines personnes.*

Par ailleurs, le SHP a déposé une motion à l'Assemblée Nationale en vue d'ouvrir une enquête parlementaire sur l'affaire Rabitat et la remontée de l'intégrisme en Turquie. Mais la mise à l'ordre du jour de cette motion fut refusée par la majorité gouvernementale.

### LE GENERAL EVREN JUSTIFIE LA SOUMISSION

La réaction du général Evren contre les critiques de l'opposition fut aussi démagogique que celle du porte-parole du gouvernement. Pendant une conférence de presse qu'il a tenue le 27 mars 1987 à l'Association des Journalistes de Turquie, le général Evren dit: "Je sais dans quelles circonstances la Rabitat avait été autorisée à payer les salaires du clergé turc en Europe. Le pays se trouvait dans une impasse financière et n'avait pas d'argent pour payer ces gens. Je sais que la Ligue Mondiale Islamique est une organisation qui aspire à établir l'ordre de la Shari'a dans les pays islamiques, mais aucun du clergé turc n'a été influencé par cette organisation. D'ailleurs, cette affaire, pourquoi est-elle considérée comme si importante? Ils critiquent également le fait que l'Ambassadeur turc fait partie du Conseil d'administration du Centre Islamique et Culturel en Belgique. Qu'est-ce que nous pouvons faire? L'Etat belge a reconnu l'Islam comme un des cultes officiels du pays et lui a attribué tout le pouvoir de désigner les enseignants religieux. Si nous n'avions pas fait partie de ce centre, le clergé pour la Communauté turque aurait été nommé

par des étrangers. Si nous avions participé à la direction de ce centre, c'est pour pouvoir désigner nous mêmes notre clergé. Je crois que cette campagne a été déclenchée pour des raisons subversives, parce que juste après la publication de l'histoire de la Rabitat, plusieurs stations de radio européennes ont commencé les émissions anti-turques. Les organisations clandestines en Europe qui mènent une campagne contre la Turquie sont payées pour cela par certains pays communistes. D'ailleurs, si la Ligue Mondiale Chrétienne avait payé ce clergé, ils n'auraient montré aucune réaction."

Néanmoins, il n'a prononcé aucun mot en ce qui concerne les révélations relatives aux autres actes de soumission à la Rabitat. Pendant son monologue —les journalistes participant à la conférence de presse se sont vu interdire de poser des questions au "Président de la République"— Evren a affirmé qu'il serait seul garant de la laïcité de l'Etat.

Or, c'est pendant la période du pouvoir d'Evren que les courants intégristes ont atteint leur apogée en Turquie et la laïcité de l'Etat s'est plus que jamais effondrée.

## L'ISLAM DANS LA REPUBLIQUE DE TURQUIE

Après la révolution islamiste en Iran, une question se posait très souvent: L'intégrisme islamique constitue-t-il, en Turquie, un danger politique sérieux tel qu'il s'est produit en Iran?

Au début des années 80, un sociologue hollandais, M. Martin van Bruinessen qui a effectué plusieurs études sur l'Islam en Turquie, répondait par la négative à cette question en ces termes:

"Jusqu'à maintenant, l'intégrisme islamique en Turquie est resté un phénomène marginal. La presse l'exagère parfois mais il n'y a pas de danger politique sérieux. Une révolution islamique comme en Iran est inimaginable en Turquie pour différentes raisons. Il semble bien que dans l'avenir immédiat, plus de gens vont se concentrer de plus en plus sur l'Islam comme essence de leur identité culturelle. Vraisemblablement, la critique croissante sur l'occident 'matérialiste' et sur l'Est 'communiste' fera l'Islam plus attirant comme symbole de l'identité propre. Et si les activités d'organisations politiques de gauche et des syndicats sont pour toujours impossibles, il n'est pas du tout exclu que la protestation sociale se fera sous le drapeau de l'Islam."

En effet, l'Islam, après s'être éclipsé pendant quelques décennies sous le pouvoir kémaliste, se manifeste depuis les années 50 dans tous les domaines de la société turque.

Les réformes de *Kemal Atatürk*, réformateur bourgeois et premier président de la République, avaient pour but de faire de la Turquie aussi vite que possible un Etat occidental, moderne et indépendant. Tous les obstacles qui empêchaient le développement devaient être abattus, beaucoup d'entre eux étaient associés à l'Islam. La plupart des mesures kémalistes n'étaient



pas immédiatement dirigées contre la foi populaire mais contre les aspirations politiques de l'Islam.

Tout d'abord, le califat était démantelé. Presque en même temps, on supprimait la fonction de *Seyhülislam* (chef spirituel islamique) et avec celle-ci, disparaissait l'illusion que les décisions de l'Etat seraient d'abord contrôlées par la Shari'a (la législation islamique). A sa place, on fondait le Directorate des Affaires religieuses, appareil qui allait permettre à l'Etat de contrôler la religion et non l'inverse.

Suite à plusieurs réformes occidentales, l'Islam était devenu une simple affaire individuelle. En plus, pour éviter une résistance éventuelle dans l'avenir, on a instauré un programme d'éducation ambitieux et une diffusion active de l'Islam en version sécularisée.

Pourtant, la sécularisation de l'Etat et la suppression des institutions islamiques n'étaient pas accompagnées et soutenues par des réformes socio-économiques qui pouvaient améliorer les conditions de vie des couches populaires. De plus, l'interdiction des partis politiques de gauche, des syndicats et des organisations démocratiques poussait les masses mécontentes à des regroupements clandestins religieux et des pratiques superstitieuses.

#### LA REMONTEE DE L'ISLAM APRES LA GUERRE MONDIALE

Après la 2ème Guerre Mondiale, lorsqu'on introduisait le pluralisme politique, les souhaits des masses prenaient tout à coup une énorme importance. Dans la

campagne, où vivaient 75 pour cent de la population, la restauration de l'Islam était la motivation la plus puissante. Après quelques mois d'existence, les partis politiques de gauche et les syndicats étaient une fois de plus interdits et l'Islam restait le seul courant alternatif contre le Kémalisme. A partir de ce moment, tous les partis politiques ont spéculé sur les sentiments islamiques. Même le parti kémaliste, *le Parti Républicain du Peuple (CHP)*, affaiblissait son programme de sécularisation, essayant en vain de conserver des votes musulmans.

En 1950, lorsque *le Parti démocrate (DP)* avait pris le pouvoir, une de ses premières mesures a été la réintroduction de l'appel à la prière en arabe. Le DP introduisait également des émissions religieuses sur la radio de l'Etat et stimulait la construction et la restauration des mosquées. Les autorités devenaient beaucoup plus tolérantes en ce qui concerne les expressions d'ardeur de la foi. Par conséquent, on a assisté à un déclenchement de la construction des mosquées à travers le pays. Alors que 12.036 mosquées existaient en Turquie au début de la République, ce nombre s'élevait à quelque 50.000 dans les années 70.

Les trois interventions militaires n'ont eu comme résultat qu'un ralentissement du processus de réhabilitation de l'Islam. Les officiers qui ont renversé le pouvoir du DP sous la bannière du retour au Kémalisme, en 1960, laissaient comprendre, quelques mois plus tard, que leur action n'allait pas à l'encontre de la libéralisation relative sur le plan religieux.

La deuxième intervention militaire de 1971, sauf

l'interdiction d'un petit parti islamiste, n'a apporté aucune restriction au processus d'islamisation, alors que toutes les organisations de gauche subissaient une répression sans précédent.

Les années 1973-80 constituent la période de la re-politisation de l'Islam en Turquie. *Le Parti du Salut National (MSP)* de Necmeddin Erbakan, avec le soutien de la bourgeoisie anatolienne conservatrice, s'organisait rapidement et devenait le troisième grand parti politique du pays. Grâce à sa position-clé lors de la constitution des coalitions gouvernementales et sa participation à plusieurs gouvernements, le MSP faisant du mouvement islamique une des composantes les plus importantes de la vie politique.

### L'ISLAMISME APRES LE COUP D'ETAT DE 1980

La crise pétrolière et la révolution iranienne, elles aussi, ont joué un rôle important dans la remontée de l'Islam en Turquie. Les gouvernements successifs de cette période, quelles que soient leurs tendances idéologiques ou politiques, étaient obligés d'accorder des concessions aux pays islamiques en échange de l'importation de pétrole.

La junte militaire qui s'est emparée du pouvoir le 12 septembre 1980, tout en visant les organisations de gauche et démocratiques, s'opposait également à l'extrême-droite, chauviniste ou intégriste, mais cela uniquement dans le but de justifier son putsch en se pré-

sentant comme arbitre au-dessus de toute espèce d'extrémisme. Bien que la justice militaire ait entamé quelques procès politiques à l'encontre des organisations néo-fascistes et islamistes, quelques mois plus tard tous les dirigeants de ces partis ont été mis en liberté. De plus, dans la nouvelle structure politique, les activistes de ce deux extrémismes se sont bien infiltrés dans l'appareil de l'Etat ainsi que dans *le Parti de la Mère-patrie (ANAP)*, qui est au pouvoir depuis 1983.

Alors qu'il se prétendaient les héritiers du Kémalisme, mouvement laïc du fondateur de la République Kemal Atatürk, les militaires, dans le but de récupérer les militants islamistes, ont pris une série de mesures, tout en niant le principe de la laïcité de l'Etat.

*Le général Evren*, dans tous ses discours, se référait aux textes coraniques pour justifier ses arguments anti-démocratiques. Le gouvernement militaire et son successeur "civil" accélèrent l'ouverture vers les pays islamiques en vue de développer les rapports économiques et commerciaux avec ces pays. Le général Evren, ses premiers ministres et ministres participaient très souvent aux réunions des pays islamiques et font toujours la navette entre les capitales du monde arabe.

Développer des rapports bilatéraux, y compris avec les pays musulmans, est bien entendu tout à fait indispensable pour un pays en voie de développement à moins que cela n'aboutisse à engendrer la résurrection des courants médiévaux soixante ans après la proclamation de la République et la soumission de l'Etat à l'intégrisme saoudien..

## LA DOMINATION DE LA SECTE SUNNITE DANS L'ISLAM DE TURQUIE

La Turquie, selon la constitution mise en vigueur par les militaires en 1982, est une république laïque. Donc, l'Etat doit rester au-dessus de toutes les affaires religieuses tout en veillant à la sauvegarde de l'égalité entre les différents cultes du pays..

Or, le respect de l'égalité des cultes n'existe nullement en Turquie. Tout d'abord, les minorités non-musulmanes sont soumises à une discrimination officielle non seulement au point de vue de l'accès à des positions importantes dans les services publics, mais aussi dans le domaine de l'éducation religieuse. En vertu de la nouvelle constitution, les enfants chrétiens sont contraints à suivre les cours islamiques dans les écoles secondaires.

La neutralité de l'Etat vis-à-vis des cultes différents est également inexistante pour une partie importante des Musulmans.

L'Islam n'est pas du tout monolythique en Turquie et les deux sectes principales de l'Islam, les Sunnites et les Alévites, vivent côte à côte dans les communautés turques et kurdes. Alors que les Sunnites constituent la majorité absolue, le nombre des Alévites se situe aux environs de 10 millions sur une population totale de 50 millions.

La secte alévite peut être comparée à des mouvements messianistes qui, à la fin du moyen-âge en

Europe, voulaient l'état idéal sur terre. Malgré leur parenté avec les *Shiites* d'Iran, les Alévites sont plus ouverts que les Sunnites. Cela est probablement dû à leur statut minoritaire en Turquie, alors que les Shiites sont toujours majoritaires en Iran. Pendant toute la période républicaine, les Alévites ont d'abord soutenu le réformisme kémaliste et ensuite les mouvements de gauche. Ils sont toujours discriminés, comme les minorités chrétiennes, par l'Etat même pendant les périodes du pouvoir kémaliste ou social-démocrate, parce qu'ils n'ont aucun pouvoir dans la *Direction des Affaires Religieuses de la République*. L'autorité officielle dans le domaine religieux est confiée entièrement à la secte majoritaire de l'Islam: les Sunnites.

## LES PRINCIPALES TENDANCES ISLAMISTES EN TURQUIE

Alors que les Sunnites tiennent dans leurs mains le *Directorat des Affaires religieuses*, à côté de la forme officiellement tolérée, s'est développée une renaissance des tendances sunnites beaucoup plus radicales. Celles-ci repoussent totalement le sécularisme et voudraient un retour à la source.

La première tendance qui faisait parler d'elle par quelques actions spectaculaires était l'ordre des derviches *Ticani*. Vers 1950 des militants de cet ordre faisaient exploser quelques bustes d'Atatürk. Le gouvernement a alors réagi d'une façon tellement brutale et efficace que les *Ticani* disparaissaient définitivement.

A l'heure actuelle, les tendances islamistes les plus connues en Turquie sont *les Naksibendi, les Süleymanci, les Kadiri, les Nurcu, les Isikci, la Vision nationale (Milli Görüs)*.

A l'exception de *la Vision Nationale et les Nurcu*, ils se révoltent tous contre les changements sociaux et veulent la restauration d'un passé fort idéalisé. Ceci est très lié à la base sociale de leur faction, qui est surtout composée de gens qui se sentent menacés par les développements socio-économiques (petite bourgeoisie) ou ceux qui se sentent déjà perdus et qui cherchent une stabilité (les villageois qui sont allés dans les grandes villes ou bien dans les pays industrialisés). C'est là qu'a commencé leur relation avec le mouvement fasciste, qui s'appuie sur les mêmes groupements.

On ne peut pas qualifier ainsi tous les islamistes. Il y a aussi (bien qu'ils semblent ne pas être organisés), ceux qui veulent introduire des changements sociaux profonds. Eux, aussi, refusent le sécularisme et ils veulent que l'islam soit la base de l'ordre social, toutefois ils rejettent toutes les interprétations réactionnaires de l'Islam. Pour eux, "l'Islam est la religion de la justice sociale et économique, dans laquelle il n'y a pas de place pour l'exploitation d'une personne par une autre. L'Islam est la source d'inspiration pour la révolte contre l'oppression, et donc aussi pour l'anti-impérialisme." De plus en plus, les étudiants, surtout des facultés techniques, s'intéressent à l'Islam et à un "socialisme islamique".

## L'OPPRESSION DE LA GAUCHE SERT A LA MONTEE DE L'INTEGRISME

Une des raisons qui explique la pleine expansion islamiste est sans aucun doute l'exclusion des mouvements de gauche de la scène politique. Surtout, les jeunes qui souffrent de l'injustice sociale, du manque de moyens d'éducation et de travail, du bouleversement socio-culturel suscité par le changement des rapports de production, adhèrent, en absence d'une alternative de gauche, aux tendances islamistes.

Les Islamistes étaient trop peu nombreux (10 à 15 pour cent de la population) au début des années 80 et surtout trop divisés entre eux pour être une menace en soi. Il ne fallait pas s'attendre en Turquie à une révolution à l'iranienne. Leur signification politique restait marginale. La restauration de la Shari'a en tant que loi dominante n'était pas un idéal que souhaite la majorité des Turcs.

Toutefois, depuis lors, en profitant du soutien actif de l'Arabie saoudite et du pouvoir Evren-Özal d'une part, et d'autre part, de l'exclusion de la gauche de la vie politique du pays, toutes les tendances islamistes sont parvenues à s'imposer dans tous les domaines. En vue de la conquête du pouvoir politique, elles ont chargé leurs militants ou messagers de s'activer dans tous les partis de droite en sorte de regagner la sympathie des électeurs.

## LES RAPPORTS DES GROUPES ISLAMISTES AVEC LES PARTIS DE DROITE

Selon l'hebdomadaire *Nokta* du 1er mars 1987, la répartition des ordres et tendances religieuses dans les partis politiques s'établit comme suite:

### 1. *Les Naksibendi:*

Un des plus anciens ordres religieux du pays. Il soutient principalement le *Parti de la Mère-patrie (ANAP)*, mais figurent dans cet ordre également les adhérents ou sympathisants du *Parti du Bien-être (RP)*, du *Parti de la Juste-Voie (DYP)* et du *Parti Nationaliste du Travail (MCP)*.

### 2. *Les Süleymanci:*

Un ordre issu des Naksibendi, il ne soutient que l'ANAP.

Les Süleymanci, disciples de *Süleyman Hilmi Tunahan*, mort en 1959, croient très fort que la fin des temps est proche. Le chemin que Süleyman a montré serait la dernière voie pour la délivrance. Les cours de Coran sont vraisemblablement l'activité la plus importante dont s'était occupé Süleyman pendant sa vie. Ils ont leur propre éducation religieuse. Süleyman et ses disciples n'aimaient guère l'Islam sécularisé tel qu'il est propagé par le *Directorat des Affaires religieuses*, et ils appliquaient un boycott de toutes les écoles de religion officielles. Le fait que le *Parti de la Justice (AP)* leur offrait en 1977 un nombre de sièges dans le Parlement, en échange de leur appui donne une indication claire sur leur base populaire.

Les Süleymanci ne se sont jamais rangés ouvertement contre le système d'Etat séculaire, peut-être pour ne pas mettre en danger leur représentation dans le Parlement. Pourtant ils sont surtout très actifs contre tout ce qui est de gauche, qu'il s'agit d'Ecevit ou des syndicats ou des Alévites. Ces derniers sont considérés comme des renégats, pire que les athéistes et plus encore que les communistes. A première vue il semble paradoxal que les Süleymanci soient aussi opposés à la Révolution iranienne. La raison à cela provient de leur anti-communisme et l'angoisse que suscite chez eux l'Union soviétique. Ils croient qu'une Amérique forte, critiquée par les dirigeants iraniens, est la seule garantie contre le communisme. En cela, ils sont très proches des conceptions saoudiennes.

### 3. *Les Kadiri:*

Un ordre mystique, il ne soutient que le RP.

### 4. *Les Nurcu:*

Alors qu'une des deux factions de cet ordre, les *Yeni Asyacılar*, soutient le DYP; l'autre, les *Fethullahci*, est partisan de l'ANAP. Ce mouvement se base sur les idées de *Said-i Nursi*, mort en 1960. Elevé dans les milieux des medressés et des ordres de dervishes, Said-i Nursi était également actif dans les organisations nationalistes kurdes jusqu'en 1923. Il a écrit le *Risale-i Nur* (Le Traité de la Lumière), un oeuvre auquel les Nurcu empruntent leur nom. Ce mouvement, qui selon son propre dire, a quelques millions de disciples; est composé de groupes de personnes qui étudient ensemble le *Risale*, ils lisent presque rien d'autre. Les Nurcu

avaient soutenu en 1973 le *Parti du Salut National (MSP)*, mais plus tard, le Parti de la Justice (AP).

#### 5. *Les Isikci:*

Issu des Naksibendi, cet ordre ne soutient que l'ANAP et augmente récemment son influence grâce à la réussite de son journal *Türkiye* qui fait quotidiennement un tirage de 150.000 exemplaires.

De ces ordres, les Fethullahci oeuvrent récemment parmi les jeunes cadets des écoles militaires en vue de conquérir le pouvoir par le biais d'une armée bien islamisée. Les Suleymanci, de leur part, endoctrinent les jeunes par de milliers de cours coraniques et de dortoirs qu'ils ont ouverts à travers le pays.

Sont surgies par ailleurs, après la révolution iranienne, quelques tendances qui prônent la conquête du pouvoir en suivant l'exemple de Khomeiny: notamment le Groupe "*Jeunes Radicaux*" et le Groupe "*Cemalettin Kaplan*". Leur caractéristique commune est le rejet total de tout lien avec les partis politiques quels qu'ils soient.

### LA SYNTHÈSE TURCO-ISLAMIQUE DES LOUPS GRIS

Bien qu'il n'est pas en soi un mouvement religieux, il faut compter les *Loups Gris* parmi les islamistes les plus audacieux. Organisés avant le coup d'état dans le *Parti d'Action Nationaliste (MHP)* de l'ancien colonel Turkes, ils prouvaient la constitution d'un Etat fasciste qui rassemblerait tous les peuples d'origine turc du monde, y compris ceux de l'Union soviétique, sous le drapeau de "*l'Empire Touran*". En même temps, ils

prônait la doctrine de la Synthèse turco-islamique et développait dans cette optique ses rapports avec les autres mouvements islamistes ainsi qu'avec la Rabitat.

C'est ce mouvement qui était instigateur et auteur de la violence politique des années 70. Tout en exploitant les préjugés anti-communistes, anti-occidentaux et anti-réformistes, le MHP pouvait dresser une partie de la population sunnite contre les progressistes, même contre les adhérents de la secte islamique minoritaire, les Alévites.

La terreur sanglante des Loups Gris du MHP a pris des dimensions de pogroms à deux reprises: En décembre 1978, quelques mille sunnites, provoqués par les activistes du MHP, ont attaqué les quartiers alévites de la ville de Kahramanmaras, en assassinant plus de cent personnes et en saccageant toutes les maisons, magasins et bureaux appartenant à cette communauté ainsi qu'aux progressistes. En juillet 1980, une autre attaque de même sorte s'est répétée dans la ville de Corum.

Depuis l'interdiction du MHP, les Loups Gris s'organisent en Turquie dans le *Parti Nationaliste du Travail (MCP)*.

### UNE TENDANCE SUI-GENERIS: LA VISION NATIONALE

C'est un mouvement islamiste *sui generis* qui participe depuis le début des années 70 à la vie politique avec son propre parti politique: le *Parti du Salut National (MSP)*. Cette tendance représente un groupe d'intérêt spécifiquement économique qui s'oppose fermement à la politique de développement économique

dépendant du capitalisme occidental. Ceci est d'autant mieux qu'on peut facilement la combiner avec une vision islamiste et avec une ambition pour une meilleure coopération économique et politique avec le reste du monde islamique. Au lieu d'attaquer le système de l'Etat turc frontalement, la Vision nationale essaie de changer les choses de l'intérieur, en participant au gouvernement.

Avant le coup d'état de 1980, le *Parti du Salut National (MSP)*, dirigé par Necmeddin Erbakan, regroupait plusieurs tendances islamistes en son sein. Il avait obtenu 11,8 pour cent des voix lors des élections de 1973. De plus, au plan politique il était l'interlocuteur privilégié de la Rabitat. Après l'interdiction du MSP par les militaires, la *Vision Nationale* a fondé un nouveau parti, avec le soutien actif d'Erbakan: *Le Parti du Bien-être (RP)*, mais s'est vu perdre sa position privilégiée autant vis-à-vis de la Rabitat que des divers ordres religieux. Alors que le MSP obtenait quelques 10 pour cent des voix avant le coup d'état de 1980, son successeur, le RP, n'a atteint que 2,5 pour cent aux dernières élections partielles. La majorité des électeurs islamistes s'orientaient vers l'ANAP, nouveau parti préféré de la Rabitat, qui jouit du soutien non seulement des Etats-Unis, mais également des militaires.

Deçu d'avoir perdu sa position privilégiée dans le mouvement islamiste à l'avantage de l'ANAP, la *Vision Nationale* s'est mis à chercher une nouvelle image de marque: "un mouvement ouvert à tout dialogue avec les autres forces démocratiques du pays sur la base de l'indépendance du pays, le respect des droits de l'homme,

la levée de la législation interdisant les partis islamistes ou communistes."

Avec cette nouvelle identité, il refuse toute collaboration avec le régime autoritaire des militaires et entre dans les actions communes, notamment en RFA et aux Pays-Bas, avec les organisations immigrées turques proches des mouvements communiste ou social-démocrate. Tout récemment, le secrétaire général du *Parti Communiste de Turquie (TKP)* a déclaré pendant ses entretiens avec des journalistes turcs à Paris que son parti serait très content de sa collaboration avec les "islamistes rationnels".

Toutefois, il est trop tôt pour rendre un jugement sur la réussite de cette nouvelle ouverture de la *Vision Nationale*. La presse à la solde de la Rabitat a déjà déclenché une campagne en vue de discréditer les dirigeants actuels de ce mouvement en Europe tout en affirmant qu'ils seraient "manipulés par les agents de Moscou." Un argument qui pourrait inciter beaucoup d'adhérents de la *Vision Nationale* à s'opposer à leurs dirigeants et contraindre ces derniers à s'incliner devant l'autorité sinistre de la Rabitat.

## LA PENETRATION DE LA RABITAT-UL ALEM-UL ISLAM

D'après les révélations récentes il s'avère irréfutable que le mouvement islamiste s'est bien développé depuis deux décennies aux plans social, politique et culturel grâce à ses rapports avec les orga-

nisations internationales de la réaction saoudienne, notamment avec *la Ligue Mondiale Islamique* (la Rabitat-ul Alem-ul Islam).

Ce qui est le plus remarquable est que le premier ministre actuel *Turgut Özal*, "enfant chéri" du capital américain et auteur de la demande d'adhésion turque à la CEE, figure depuis le début dans le noyau dur de ce mouvement islamiste.

Dans les années 60 et 70, une association d'apparence "académique" recrute les premiers "intellectuels islamistes" et commence à les former pour les missions importantes dans l'avenir. Il s'agit de *l'Association pour la Propagation de la Science* (Ilim Yayma Cemiyeti). Le mot de science est employé non dans le sens de "sciences positives", mais dans le sens de "shari'a".

La parution de cette association en Turquie coïncide avec la fondation de *la Ligue Mondiale Islamique* (Rabitat) par l'Arabie Saoudite à la Mecque. En effet, cette dernière avait été fondée en 1962 avec le soutien des Etats-Unis qui tentaient de politiser l'Islam au Moyen-Orient afin de contrecarrer la montée du mouvement progressiste et anti-impérialiste dans la région. Le financement de la Rabitat était assuré par la compagnie américaine *ARAMCO*, exploitant le pétrole de l'Arabie Saoudite et du Golfe persique. Il s'agit d'une période où fleurissait aussi le mouvement socialiste en Turquie.

Parmi les 41 fondateurs de la Rabitat figuraient également deux membres de l'Assemblée nationale turque, *Salih Özcan* et *Ahmed Gürkan*.

Selon ses statuts, *la Rabitat* avait pour but:

- Sélectionner les musulmans accomplis parmi les pèlerins venus à la Mecque et les former comme missionnaires de l'Islam;
- Subsidier les publications islamiques dans tous les pays;
- Organiser des rencontres entre les hommes d'Etat.

Déjà en 1968, la revue socialiste *ANT* révélait, avec un tableau bien explicatif, la pénétration de la Rabitat en Turquie par le biais de *l'Association pour la Propagation de la Science (IYC)*. A cette époque l'IYC avait déjà placé ses militants dans plusieurs ministères, entreprises publiques, s'était chargée de la coordination de différentes organisations anti-communistes, religieuses et nationalistes, avait lancé plusieurs publications dont deux journaux quotidiens et s'était emparée de toutes les écoles religieuses. *ANT* rendait publics également les noms de trois jeunes ingénieurs islamistes qui étaient parvenus à s'emparer de positions très importantes dans les services publics. *Turgut Özal*, président de l'Organisation de planification de l'Etat (DPT), son frère *Korkut Ozal*, président de la Compagnie pétrolière de l'Etat (TPAO) et *Necmeddin Erbakan*, secrétaire général de l'Union des Chambres de Commerce, d'Industrie et des Bourses de Turquie (TÖB). Dans l'intelligentsia turc, ils se distinguaient des autres par leurs pratiques religieuses telles que prier cinq fois par jour, même au lieu de travail, et des pèlerinages fréquents à la Mecque. A cause de cela, ce groupe s'appelait *Takunyalilar* (les gens à sabots). (*ANT*, 19.3.1968)



Il faut rappeler tout de suite que, de ces trois ingénieurs bien sélectionnés à la Mecque, *Turgut Özal* deviendra d'abord vice-premier, puis premier ministre, *Korkut Özal* ministre de l'intérieur et *Erbakan* d'abord président du Parti du Salut National (MSP), ensuite vice-premier ministre.

Parallèle au mouvement islamiste, se renforçait à cette époque-là en Turquie un autre mouvement: Le Parti d'Action Nationaliste (MHP) de l'ancien colonel *Türkes* qui, tout en prétendant attaché aux valeurs islamiques, proclamait la supériorité de la race turque et envisageait la constitution de l'empire uni de tous les Turcs du monde sous le même drapeau. En effet, l'union sur la base de la race était en pleine contradiction avec l'idée d'*Umma* (communauté de tous les musulmans).

Afin de concilier les deux tendances, l'IYC se transformait en 1970 en une autre association ouverte également à des nationalistes: *Le Foyer des Intellectuels* (Aydinlar Ocagi). La nouvelle association, pour satisfaire toutes les tendances de droite, a lancé la doctrine de "la synthèse turco-islamique". Cette doctrine voulait rendre l'Etat plus puissant et autoritaire pour la promotion de l'Islam et des valeurs nationales des Turcs. C'est cette association qui a joué un rôle important dans la formation des coalitions gouvernementales entre les différentes formations de droite: Les gouvernements "*Front Nationaliste*", de 1975 jusqu'en 1980, sous la présidence du conservateur Demirel avec la participation comme vice-premiers d'Erbakan et de *Türkes*.

## LE CONGRES INTERNATIONAL DE LA SHARI'A

C'est en 1976 que, comptant sur la puissance financière et économique des pays exportateurs de pétrole, acquise grâce à la crise pétrolière, *la Rabitat* organise au Pakistan en 1976 une rencontre plus audacieuse en vue d'imposer aux autres pays un programme plus ambitieux. Il s'agit du *Congrès International de la Shari'a*, assisté également par le Ministre d'Etat turc Hasan Aksay, compagnon des Ozal. Le congrès adopte le programme suivant:

- Rendre les constitutions et législations de tous les pays islamiques conformes à la Shari'a;
- Rendre obligatoire dans tous les pays islamiques l'instruction de la langue du Coran;
- Réinstitution du Califat (aboli en 1924 par la République de Turquie);
- Publication d'un catéchisme de la Shari'a;
- Rendre obligatoire l'apprentissage des cinq premiers chapitres du Coran dans les écoles primaires et de l'ensemble dans les secondaires.
- Proclamation du jour de vendredi comme jour férié;
- Application stricte des interdits imposés par le Coran aux femmes;
- Ouverture des mosquées dans tous les lieux officiels;
- Fondation des organisations et syndicats musulmans.

De fait, ce programme imposé par *la Rabitat* fut mis

en pratique aussitôt dans tous les pays. L'ouverture du Centre Islamique et Culturel en Belgique, juste à côté des édifices des Communautés Européennes, visait à appliquer une partie de ces décisions ne fusse qu'à des communautés immigrées provenant de pays islamiques.

### L'HEURE DES ISLAMISTES EN TURQUIE

Quant à la Turquie, les islamistes préféraient avancer avec une extrême prudence pour ne pas provoquer une réaction brutale de la part de l'Armée dont certains officiers restaient toujours attachés aux principes de la laïcité. De plus, les forces de gauche résistaient énergiquement contre toute tentative intégriste.

Jusqu'en 1980, tous les efforts ont été concentrés sur le renforcement de la puissance économique des milieux islamistes. Plusieurs figures importantes du Foyer des Intellectuels se trouvaient déjà à la tête des entreprises économiques privées ou publiques. *Turgut Özal* était le conseiller du Premier Ministre Demirel et le "man on the spot" du Fonds Monétaire Internationale et de la Banque mondiale.

Suivant l'exemple du *Christianity Holding* et de la *Banque di Ambossiano du Vatican*, les hommes de la *Rabitat* en Turquie, grâce aux revenus de leur commerce avec les pays islamiques, ont commencé à mettre sur pied une série d'holdings, de fondations et d'entreprises.

C'est à cette période que, pendant le 8e Congrès Islamique réuni à Chypre le 24 mars 1980, le président

des Affaires religieuses Tayyar Altikulaç demande aide au Secrétaire général de la Rabitat, *Ali El Harekat*. Ce dernier se rend une semaine plus tard en Turquie et promet:

- le financement du service religieux des travailleurs turcs à l'étranger;
- un don de 20 millions LT pour la construction d'une mosquée sur le terrain de la Grande Assemblée Nationale de Turquie;
- l'aide à la Direction des Affaires religieuses.
- La Rabitat a subsidié également "*la République turque de Chypre du Nord*" (KKTC). D'après le *Miliyet* du 26 mars 1987, les sommes attribuées à l'administration de Denktash par la Rabitat s'élèveraient à \$ 988.949.

Quand les militaires se sont emparés du pouvoir le 12 septembre 1980, alors que tous les dirigeants étaient éloignés de leurs fonctions et que le premier ministre Demirel se voyait incarcéré dans une caserne militaire, son conseiller, Turgut Ozal, s'installait dans le gouvernement militaire à titre de "vice-premier".

Enfin, c'était l'heure des islamistes!

### LA MISE EN APPLICATION DES PRINCIPES DE LA SHARI'A

Bien que Erbakan et les autres dirigeants du MSP, dont le frère Özal, soient arrêtés, il ne s'agissait que d'un scénario mis en scène par la junte pour se montrer "attachée aux principes d'Atatürk". Quelques mois plus tard tous les islamistes seront remis en liberté.

Dès lors, l'influence de la Rabitat et la mise en pratique des décisions du Congrès de *la Shari'a* s'accélérent. Le général Evren fait dans chaque discours des citations des versets du Coran et hadiths du Prophète.

C'est dans le contexte de cette soumission que le général Evren signe le décret relatif au paiement des salaires du clergé turc à l'étranger par la Rabitat.

Pendant que les ministres du gouvernement militaire font la navette entre les capitales des pays islamiques, le volume du commerce avec ces pays dépasse celui d'avec les pays de la CEE. Et c'est la première fois dans l'histoire de la République qu'un chef de l'Etat, le général Evren participe à la *Conférence islamique* au Maroc en 1984.

Concrètement, depuis l'arrivée au pouvoir des militaires:

- Le nombre des mosquées s'élève à 57.060.

- *L'enseignement religieux* dans les écoles secondaires est rendu obligatoire par la nouvelle constitution. Même les élèves chrétiens sont contraints de suivre le cours religieux islamique.

- Le nombre des écoles religieuses et des *cours coraniques* augmente. Un élève sur cinq dans l'enseignement secondaire fréquente une école religieuse: 220.991 élèves dans 715 écoles secondaires religieuses. 346.000 jeunes ont déjà fréquenté 4.067 cours coraniques pendant trois ans de pouvoir d'Özal, et il y a pour l'instant 144.000 nouveaux étudiants à ces cours.

- Alors que les publications de gauche sont interdites, le nombre et le tirage des *publications islamistes*

se multiplie rapidement. Le nombre en titre des livres religieux a augmenté de 226% (de 267 à 637 en chiffres absolus) en 9 ans et de 71% en 6 derniers ans. Le nombre des revues islamistes s'est monté de 15 en 1980 à 27 en '86. Quatre quotidiens islamistes font un tirage total de près de 200.000 (*Türkiye* 150.000, *Milli Gazete* 30.000, *Yeni Nesil* 8.000, *Zaman* 11.000).

- Certains grands journaux de Turquie bénéficient également des subsides de La Rabitat. Le *Hürriyet* a annoncé le 27 mars 1987 que les quotidiens *Tercüman*, *Milliyet*, *Türkiye* et *Yeni Asya* auraient reçu des papiers de journaux d'une valeur d'un milliard LT, payés par les banques de la Rabitat.

- Les pratiques religieuses dans les lieux officiels deviennent plus fréquentes. Suivant la décision du Congrès de la Shari'a, chaque département d'Etat attribue une pièce pour la prier. Avec l'aide de la Rabitat, on construit des mosquées à l'Assemblée Nationale, dans les universités et autres lieux publics.

- Récemment, un député du parti d'Özal propose à l'Assemblée Nationale un projet de loi qui prévoit que les services publics se ferment pendant deux heures le vendredi afin de permettre la prière du "jour sacré".

## L'EPANOUISSEMENT DES FONDATIONS ISLAMIQUES

Les fondations islamiques enrégistrent pendant la période d'Evren-Özal un développement sans précédent. Le profit annuel de *La Fondation turque des affaires religieuses*, grace à l'organisation du pèlerinage à la

Mecque, atteint des montants fabuleux. En 1986, avec un chiffre de 2,2 milliards LT, son profit annuel surpasse largement ceux des plus puissantes entreprises industrielles du pays.

En plus, les figures importants du *Foyer des Intellectuels* parviennent à mettre sur pied une série de fondations et holdings islamiques. Le nombre des fondations s'élève à 1.663 en 1986 alors qu'il était de 804 en 1983. Selon l'estimation du quotidien *Hürriyet* du 20 mars 1987, le montant des avoirs de ces fondations serait de 2.000 milliards LT (5 milliards DM). Le premier Özal lui-même figure parmi les administrateurs de la *Fondation de la Culture Nationale de Turquie* (*Türkiye Milli Kültür Vakfı*), son frère Özal préside la *Fondation de la Fertilité* (*Bereket Vakfı*).

Le plus important est qu'après le coup d'état militaire les groupes financiers saoudiens tels que *Faïsal Finance* et *Al Baraka* sont autorisés à s'installer en Turquie et de participer à plusieurs entreprises industrielles et commerciales. Parmi les partenaires turcs de ces groupes figurent encore les membres de la famille Özal et plusieurs dirigeants du parti gouvernemental ANAP. *Faïsal Finance* et *Al Baraka* sont liés à un groupe financier saoudien siégé à Genève, *Dar Al-Maal Al Islam*. Le fondateur du *Faïsal Finance* en Turquie est l'ancien député Salih Ozcan qui figure parmi les 41 fondateurs de la *Rabitat*. Quant à *Al Baraka*, son partenaire principal est le frère Özal.

*Dar Al-Maal Al Islam* du prince Faïsal s'intéresse également aux économies des travailleurs turcs en Eu-

rope. Pour cela, il a mis sur pied *Islam Tekafiül Kurumu* (La Corporation Islamique de la Garantie) dont la propagande se fait parmi les immigrés par le biais des mosquées turques en Europe.

Suite aux révélations en ce qui concerne les activités de la *Rabitat* en Turquie et au sein de l'immigration, son secrétaire général-adjoint *Amin Akil Al-Attas*, dans un interview au *Hürriyet* du 29 mars, les justifie en ces termes: "La propagation de la Shari'a est notre devoir. C'est Dieu qui parle ainsi. Si vous êtes musulman, vous devez faire ce que Dieu dit. C'est le devoir de tous les musulmans du monde."

#### LA CONVENTION TRIOMPHALE DU FOYER DES INTELLECTUELS

Récemment, le principal promoteur de la synthèse turco-islamique, le Foyer des Intellectuels (*Aydinlar Ocagi*) a organisé à Ankara un rassemblement de trois jours: *La 4ème Grande Convention Scientifique des Nationalistes*.

Ont assisté au meeting, ouvert le 24 avril 1987, trois ministres du gouvernement Ozal, de nombreux députés de tous les partis politiques de droite, ainsi que des intellectuels de droite renommés. En plus de cela, le premier ministre Ozal, ses ministres et le commandant des Forces terrestres Necdet Oztoran ont envoyé leurs meilleurs voeux à la convention.

S'adressant à la convention, le Ministre d'Etat Kazim Oksay a annoncé que son gouvernement s'emploie à promouvoir les services religieux par tous les moyens.

Le Président du Foyer des Intellectuels, le professeur Suleyman Yalcin, a décrit dans son allocution *la synthèse turco-islamique* dans les termes suivants :

“La Synthèse Turco-Islamique est l’expression d’un fait datant de plus de 1.200 ans. Elle proclame d’une part la conscience d’être Turc et d’autre part la foi en Dieu et en les valeurs de l’Islam. Notre foyer considère un Turc comme musulman parlant turc.”

Pendant la convention, de nombreux orateurs ont attiré l’attention sur le “danger de l’européanisation et de la perte de toutes les valeurs morales et nationales” dans le cas d’une adhésion aux Communautés Européennes.

Juste après cette convention, le 27 avril 1987, l’Université d’Ankara, sous l’emprise des turco-islamistes, a tenu un symposium sur le sujet: “*Les Turcs dans le monde*”.

Le recteur de l’université d’Ankara, *Tarik Somer*, dans son discours d’ouverture, rappelant l’existence de 100 millions de Turcs hors de Turquie, déclara que tous seraient soumis au danger de l’assimilation et de l’annihilation et a mis en avant la nécessité de “la solidarité de la République turque avec tous ces Turcs”.

Il faut souligner que le professeur *Tarik Somer* est également un des membres dirigeants du *Foyer Turc* (Türk Ocagi) ouvert à Ankara le 29 mai 1986, à l’occasion de l’anniversaire de la conquête de Constantinople (Istanbul) par les Turcs en 1453.

A l’inauguration de ce foyer assistaient aussi le Premier Ministre Ozal et ses ministres.

## “LA GUERRE SAINTE” DE L’ARMÉE TURQUE

Mais le plus remarquable est que, l’Armée turque, et c’est la première fois dans l’histoire de la République, se déclare ouvertement “*l’Armée de l’Islam*”.

Pendant l’opération de ratissage à l’encontre des guérillas kurdes à l’Est, les avions et hélicoptères de l’Armée ont jeté aux villages kurdes des centaines de milliers de tracts de “jihad” (guerre sainte).

Voici quelques quotations de ces tracts:

“Citoyen!

“Ecoute bien ce que vous ordonne la religion Islam:

“Combattez dans le Chemin d’Allah ceux qui vous combattent, ne soyez pas transgresseurs! Allah n’aime pas les Transgresseurs. (Coran, Sourate II, V. 186/190)

“Les bandes séparatistes tentent de t’arracher à la religion, tes enfants, ta femme, à toutes les valeurs comme la patrie, le drapeau et la morale.

“C’est ton devoir de combattre contre eux!

“N’oublie pas! L’armée turque qui est en train d’anéantir ces traîtres est la dernière armée puissante du monde islamique d’aujourd’hui. Collabore avec elle!”

C’est cette armée qui se prétend le seul garant des principes d’Atatürk et de l’occidentalisation en Turquie, et frappe maintenant, par l’intermédiaire de son gouvernement “civil”, à la porte des Communautés européennes.

### ...ET LA PREMIERE VICTIME DE L'INTEGRISME SAOUDIEN

Alors que les polémiques se poursuivaient dans la presse turque sur l'emprise de l'intégrisme saoudien, la Turquie, comme les autres pays islamiques, est entrée dans le mois de ramadan. C'est pendant ce mois qu'on a pu constater la gravité de l'intolérance fanatique qui se renforce depuis quelques années dans le pays.

Tout d'abord, pendant le mois de ramadan, à travers le pays, tous les restaurants, les buffets, les snack bars et même les réfectoires des services publics ont été fermés soit sur l'ordre des dirigeants islamistes, soit sous la campagne d'intimidation des groupements intégristes. Ce qui ne jeûne pas et ose manger ou fumer est traité de "kâfir" (infidèle) et insulté et même harcelé physiquement par les groupes fanatiques.

C'est dans cette atmosphère d'intolérance qu'à l'Université du Centenaire dans la ville orientale de Van, un jeune universitaire laïc, Mehmet Sirin Tekin, a été assassiné par un groupe de jeunes intégristes pour une simple raison qu'il ne jeûne pas et fréquente un café universitaire.

D'après la presse, cette université, comme les autres, a été placée sous le contrôle des partisans de la synthèse turco-islamistes. Depuis des mois, les professeurs de l'université, désignés par le Conseil Supérieur de l'Enseignement (YOK), une des institutions mises sur pied par la junte militaire, incitaient pendant leurs cours les jeunes universitaires à lancer une campagne sainte contre tous ceux qui ne respectent pas les rites de l'Islam.

Il faut noter qu'il s'agit du premier meurtre politique depuis le coup d'état de 1980, en dehors de ceux qui sont commis par les forces de sécurité. C'est ainsi que la terreur intégriste commence à accompagner la terreur d'Etat en Turquie.

### L'ACTUALISATION DE L'INTEGRISME ISLAMISTE EN BELGIQUE

La question d'intégrisme islamique a suscité une grande polémique, non seulement en Turquie mais également dans l'opinion belge, notamment après la manifestation anti-américaine des Nord-africains le 20 avril 1986. Depuis lors on s'interroge autant sur le rôle de l'Islam au Magreb et en Turquie qu'en Belgique.

"Je suis choqué par les manifestations de haine anti-américaines qui se sont exprimées dimanche dans les rues de Bruxelles, qui heurtent les sentiments de tous les Belges qui se sentent solidaires de nos alliées et qui condamnent le terrorisme et les Etats qui lui prêtent main-forte."

Ce sont les propres commentaires du Ministre belge de la Justice, Jean Gol, qui mettait en question une manifestation organisée par les organisations progressistes arabes et soutenue par le Comité national d'action pour la Paix et le Développement (CNAPD).

Gol, tout en saisissant cette occasion pour justifier sa politique anti-immigrée et ses nouveaux projets visant les droits acquis des étrangers en Belgique, haussait sa voix de manière provocatrice: "Je suis inquiet de scènes montrées à la télévision, que l'on est plus habi-

tué à voir dans les rues de Téhéran que dans celles de Bruxelles. La présence de groupes fanatiques dans notre pays implique une vigilance en vue de préserver en tout temps la sécurité publique.”

Les mass-media belges commentant et visualisant cette manifestation ont délibérément braqué leurs objectifs sur des scènes où apparaissaient en gros plan les portraits de Khomeiny et du colonel Kadhafi et des femmes en tchadour. Ils ont en out, lancé sur le champ une campagne virulante contre “*l'intégrisme en Belgique*”, tout en passant sous silence la substance réelle de cette manifestation et le rôle sinistre de la *Rabitat-ul Alem-ul Islam*.

En effet, le raid américain en Libye, quel qu'il soit son motif, était un acte criminel qui mérite une condamnation catégorique par tous les partisans de la paix, et non pas seulement par des immigrés nord-africains. C'est devant l'immobilisme du mouvement de la Paix, qui aurait réagi sans aucune doute contre une telle agression, si elle était l'oeuvre d'un des pays du bloc militaire adverse contre un pays de l'Occident ou du Tiers-Monde, que les progressistes nord-africains ont été obligés de prendre l'initiative pour condamner cette agression inadmissible.

Face à cette situation, la parution de certaines images sur les écrans de TV ou dans la presse et qui ne plaisent ni aux mass-media ni aux dirigeants du pays n'était qu'un détail. Dans n'importe quelle manifestation on peut constater l'infiltration de groupes dont la présence n'est pas souhaité par les organisateurs. Mais

dans un pays démocratique personne ne peut reprocher aux organisateurs de telles intrusions. De plus, quelle que soit leur appartenance politique, idéologique ou philosophique et quelle que soit leur mode d'habillement, tous les ressortissants du pays ou des pays qui sont menacés par l'agression militaire d'une grande puissance ont le droit de manifester sur la place publique leur opposition aux violations des droits internationaux. Il est évident que les pays les plus visés par les Etats-Unis étaient l'Iran et la Libye. Par conséquent, il était tout à fait normal que les ressortissants ou les sympathisants de ces pays participent à une telle manifestation de protestation.

#### AMALGAME LA LIBERTE DE CULTE ET L'INTEGRISME

En principe, les habitants de la Belgique, soit autochtones soit étrangers sont égaux devant les lois belges. sans avoir commis un acte passible du Code pénal, personne ne peut être accusée, ni se voir reprocher quoi que ce soit. Scander des slogans hostiles à l'encontre d'une grande puissance agressive ou porter pacifiquement des images des pays menacés par cette grande puissance n'étaient aucunement de délits en soi, s'ils n'étaient pas accompagnés d'actes de violence.

Même *la Libre Belgique* du 22 avril 1986 qui cite la déclaration de M. Gol, signalait que “sur les circonstances objectives de la manifestation islamique intégriste, on a appris qu'aucune violence n'a été constatée par le service d'ordre (pas de bagarre, pas de bris de vitrines) qui n'a dès lors procédé à aucune interpellation; que les seu-

les infractions constatées et non sanctionnées ont été les insultes nombreuses à un chef d'Etat étranger (en l'occurrence, le président Ronald Reagan, traité d'assassin)."

Si l'on se souvient du nombre de fois où il a été scandé, dans les rues de Bruxelles, des slogans méprisants à l'égard des dirigeants de grandes puissances (notamment à l'occasion de leurs interventions au Vietnam, au Chili; en Afghanistan et en Tchécoslovaquie) on comprendra aisément que cette infraction n'est point sans précédent. Si les manifestants du 20 avril 1986 sont accusés pour insulte à un chef d'Etat étranger, tous les démocrates belges et immigrés qui manifestent contre les régimes répressifs au Chili ou en Turquie, en scandant des slogans méprisants, peuvent se voir accusés sous le même prétexte. Il s'agissait donc un double standard vis-à-vis des manifestants du 20 avril.

En effet, ce que les mass-media et certains dirigeants comme M. Gol ont fait suite à cette manifestation était une banale manipulation visant à remuer les préjugés contre l'immigration et plus particulièrement contre les communautés nord-africaines et turques.

Cela ne veut pas dire qu'en Belgique il n'existe pas un phénomène baptisé "intégrisme musulman".

### QUELQUES MOTS SUR L'INTEGRISME CHRETIEN

Mais l'intégrisme n'est pas un courant propre à l'Islam. L'intégrisme est une doctrine qui tend à maintenir la totalité d'un système ou d'une religion et une attitude qui refuse toute évolution. de telles doctrines

ou de telles attitudes peuvent être trouvées dans n'importe quelle religion ou dans n'importe quelle famille philosophique ou idéologique.

L'histoire du christianisme est, elle aussi, pleine de nombreux exemples d'intégrisme. Même aujourd'hui, dans cette époque de plein progrès, dans les pays industrialisés telle la Belgique, ce n'est pas exceptionnel de voir des intégristes catholiques niant toute ouverture et toute adaptation de l'Eglise au progrès social, refusant toutes sortes de dialogue avec les autres religions surtout avec les cultes islamique et israélite. Ils vont même jusqu'à s'allier avec des régimes tyranniques sous la bannière de combat contre les courants révolutionnaires ou progressistes. Ce n'est pas, non plus exceptionnel que des intégristes catholiques soient les plus ardents supporters de toutes les mesures discriminatoires, à l'encontre des étrangers non-chrétiens en Belgique. Aussi ne sont-ils pas rares les intégristes chrétiens qui, tout en niant la liberté du culte aux immigrés musulmans, oeuvrent pour récupérer leurs enfants à leur cause en se servant de moyens socio-culturels et scolaires. Heureusement il s'agit de cas minoritaires qui ne peuvent empêcher de mettre en pratique la concertation des différentes composantes de la population de la Belgique et la progression vers une société pluriethnique et pluriculturelle dans la capitale européenne.

Si l'on a peur d'un danger intégriste au sein de la Communauté musulmane de la Belgique, avant tout il faut bien étudier le rôle sinistre du *Centre Islamique et Culturel*, mis sur pied à Bruxelles par la Rabat.



## LA PENETRATION DE LA RABITAT DANS LA BELGIQUE

Selon le dernier recensement de la population effectué en Belgique par l'Institut national des statistiques, au 1er mars 1981, le nombre des ressortissants des pays islamiques s'élevait à 186.387 (122 maghrébins et 63.587 Turcs) alors que ce chiffre était de 68.428 au 31 décembre 1970 et seulement de 1.187 fin 1961. Si la population musulmane dans son ensemble ne constitue que 1,9 pour cent du total de celle du Royaume, elle n'en représente pas moins de 7,9 pour cent à Bruxelles. Les communautés maghrébine et turque constituent actuellement 21,8% des étrangers présents en Belgique. Ces données chiffrées ne tiennent pas compte de la présence de personnes d'obédience musulmane telles que les Albanais, Afghans, Pakistanais, Sénégalais ou Belges, présents en minorité sur le territoire belge. Donc, la mosquée est déjà devenue l'un des lieux religieux les plus fréquentés sur le territoire belge.

Parallèlement à l'accroissement des jeunes issus des familles musulmanes, les cours de religion islamique connaissent un développement très rapide. Alors que dans l'année scolaire 1977-78 le nombre des écoles dans lesquelles se déroulent les cours de religion islamique n'était que de 140, il s'est élevé à 600 dans l'année 1984-85. Durant la même période, le nombre des élèves a grimpé de 7.055 à 26.000 et celui des enseignants de 68 à 300.

Si la remise symbolique, en 1967, des clefs du pavillon du Cinquantenaire au roi *Fayçal d'Arabie Saou-*

*dite*, semblait marquer le point de départ de l'installation rapide d'une nouvelle religion sur le territoire belge, il faudra néanmoins attendre le 9 juillet 1974 pour que l'Islam soit reconnu en Belgique au même titre que le culte catholique, israélite ou protestant. Il s'agissait d'une reconnaissance faite sans avoir étudié profondément les particularités de l'Islam et sans avoir préparé les structures nécessaires pour éviter les inconvénients éventuels. Le déclenchement de la crise pétrolière aurait pu contraindre la Belgique à prendre cette décision.

De plus, malgré le fait que l'Islam n'est pas monolithique et ne connaît aucune autorité hiérarchique, le gouvernement belge a commis l'erreur de reconnaître *le Centre Islamique et Culturel (CIC)* comme seul interlocuteur pour les affaires islamiques en Belgique. Or, derrière ce centre se trouvait la *Ligue Mondiale Islamique (Rabitatul-islam-ul-Alem)*, une organisation internationale mise sur pied et financée par les régimes réactionnaires de l'Arabie Saoudite et des Emirats du Golfe persique.

Le Conseil d'administration de ce centre se compose essentiellement de représentants de cette Ligue et d'ambassadeurs d'Etats islamiques représentés à Bruxelles, à savoir pour l'instant le Sénégal, la Turquie, le Maroc, l'Arabie Saoudite et le Pakistan.

## LA MISE EN CAUSE DU CENTRE ISLAMIQUE ET CULTUREL

Dès juin 1975, le gouvernement belge invitait les chefs d'établissements officiels à offrir, à titre expérimental, aux étudiants maghrébins et turcs des cours de

religion musulman. La responsabilité de la désignation des enseignants fut conférée, par circulaire du 10 décembre 1982 au directeur-imam du CIC. Tous les professeurs désignés par le CIC sont payés par l'Education nationale belge. Le salaire mensuel qui leur est appliqué est, dans l'enseignement primaire, celui de l'institutrice gardienne (soit 38.000 F brut); dans l'enseignement secondaire, celui de l'Instituteur (soit 46.000 F brut) et dans le secondaire supérieur, celui du régent (soit 48.000 F brut)

Quant aux imams, les magrébins sont nommés et payés par les mosquées elles-mêmes gérées sous forme d'association sans but lucratif, alors que le clergé turc est directement nommé et rétribué par la Direction des Affaires Religieuses de la République de Turquie. Pendant les années 1981-1983, les salaires de ces derniers avaient été payés par la Rabitat.

Bien que le réseau d'enseignement libre catholique (en vertu des lois du 29.5.1959 et du 11.7.1973 - lois dites du "Pacte scolaire") ne soit pas obligé d'organiser des cours de religion islamique, comme le nombre des élèves belges est en chute libre, beaucoup d'écoles catholiques le font pour recruter les enfants des familles musulmanes et prétendent à la rémunération par l'Etat des professeurs de religion islamique.

Le directeur-imam du CIC, M. Al-Ahdal, déclare au Soir du 26.5.1986 que ses enfants fréquentent l'école catholique et ajoute: "J'apprécie les écoles catholiques en général parce qu'elles respectent la loi islamique."

Beaucoup de professeurs de religion islamique vien-

nent directement des pays de religion musulmane et débarquent parfois sans connaître grand-chose de la Belgique ou des besoins des élèves immigrés. Quant aux professeurs issus de l'immigration, ils sont ultra-minoritaires comme le confirme une enquête réalisée par le GREM (Groupe d'étude des migrations et des relations interethniques) à l'Université Catholique de Louvain.

Ce groupe constate de grandes divergences entre la situation des enseignants arabophones (issus du Maghreb et du Maroc surtout) et celle des turcophones. Les Turcs sont en effet des fonctionnaires désignés par le Ministère chargé des Affaires religieuses en Turquie et leur rotation au sein de l'immigration est rapide. Ils sont plus âgés que leurs collègues arabes et la quasi totalité d'entre eux avaient déjà une expérience professionnelle avant de venir en Belgique. Leur séjour est d'ailleurs perçu comme de courte durée: 79% d'entre eux ont l'intention de rentrer en Turquie dans les deux ans et 87% y ont d'ailleurs laissé leur famille. Chez les arabophones, la situation est plus floue: la moitié d'entre eux sont en fait des étudiants qui poursuivent ou ont arrêté leurs études en Belgique. Le projet de retour est tout aussi vague: un tiers seulement est décidé à rentrer.

L'intégration de ces enseignants dans la société belge peut aussi être très différente. Pour la mesurer, les enquêteurs ont vérifié leurs connaissances de certains sigles comme ULB, PMS, FGTB ou PRL, tous appartenant aux institutions belges bien connues par la population. Les deux tiers des religieux turcs ne comprennent pas la signification de ces abréviations. Seulement

10 pour cent des membres du clergé turc qui lisent régulièrement un journal belge. Ce n'est pas du tout étonnant, puisque seulement un quart des religieux turcs comprennent les langues de la Belgique, alors que la totalité des arabophones maîtrisent le français. Selon Felice Dasseto, l'un des auteurs de cette enquête, la situation des enseignants turcophones n'est plus tolérable si on se place dans la perspective d'une insertion des immigrés dans la société belge.

"C'est inacceptable", estime Marcel Leurin, inspecteur à l'Éducation nationale. "Un Etat ne peut se désaisir au profit d'Etats étrangers du pouvoir de désigner ceux qui jouent un rôle important dans la formation de sa jeunesse."

Constatant que la réaction contre son pouvoir absolu dans le domaine de l'éducation des enfants s'amplifie, le CIC n'a pas retardé de prendre des initiatives afin de s'imposer comme un garant contre "l'intégrisme et le terrorisme."

Dans son interview au Soir du 26.5.1986, le directeur-imam Al-Ahdal parle d'un nouveau programme pour la formation des enseignants de cours de religion islamique:

"Pratiquement, d'abord par un programme accéléré de recyclage qui sera entamé cet été même, puis par la création d'un Institut islamique, des enseignants de religion seront formés, dans un esprit islamique pur et dans le sens de la compréhension et de l'intégration dans la société belge afin de les éloigner de l'intégrisme, de l'extrémisme et du terrorisme.(...) Cet institut qui for-

mera les enseignants et les imams s'adresse essentiellement aux enfants de la 2e génération. (...) Mis à leur tour au travail, enseignant la religion islamique, ils joueront le même rôle vis-à-vis d'autres jeunes dans une société qu'ils connaissent bien. (...) Les enseignants seront entièrement soumis au contrôle du Centre islamique et les programmes ne pourront être émis que par des musulmans. Qui mieux que nous, en effet, peut savoir ce qu'il faut enseigner?"

Cela veut dire que, si l'autorité de désigner les enseignants religieux est détenue par le CIC, les futures enseignants, même ceux qui sont issus de l'immigration, seront formés par la Rabitat selon l'interprétation réactionnaire de l'Islam.

#### LA DEGENERSCENCE DE L'OPPOSITION PROGRESSISTE AU CIC

Depuis le début, le pouvoir du CIC a été contesté aussi bien par les non-musulmans que par plusieurs mosquées ou associations islamiques constituées par les immigrés musulmans en Belgique.

"L'hégémonie institutionnelle exercée par le CIC quant à la gestion territoriale de l'Islam a été contestée à plusieurs reprises et a même donné naissance à des tentatives de création de contre-pouvoirs.

"La plus ancienne a abouti à la création en 1977 d'une association sans but lucratif, Culture et Religion Islamique (CRI), fondée par 124 personnes, belges, turques et marocaines, dont l'objectif est de 'promouvoir dans le respect de son pluralisme et de sa diversité,

la religion et la culture islamique'. Cette asbl résulte d'une double exigence: s'opposer, d'une part, à l'hégémonie du Centre et surtout, d'autre part, à sa liaison et à sa dépendance vis-à-vis des Etats d'origine des migrants, particulièrement le Maroc, la Turquie et la Tunisie. Les opposants politiques à ces Etats craignent en effet la mainmise sur l'immigration par le biais des mosquées et des enseignants de religion. C'est par rapport à la désignation des enseignants que le CRI semble surtout vouloir réagir. Cet intérêt privilégié est dû, en outre, aux préoccupations relativement 'laïques' des membres de l'asbl et donc à leur relative distance vis-à-vis du monde des mosquées. C'est la dimension culturelle de l'Islam plutôt que sa dimension religieuse qui est donc ici le centre des préoccupations. mise à part la désignation (par une procédure relativement marginale) de quelques enseignants de religion islamique dans les écoles, cette asbl ne 'est pas avérée efficace et n'a pas abouti à des résultats quant à l'acquisition d'une position institutionnelle solide.' (F. Dassetto-A. Bastenier, *L'Islam Transplanté*, Edition EPO, 1984, pp.83-184).

En effet, cette asbl qui, dans ses statuts, répudié toute forme de hiérarchie cléricale, avait été constituée avec l'appui actif des deux centrales syndicales belges et sa gestion avait été confiée aux permanents turcs et marocains de ces derniers.

Pourtant, malgré ce soutien syndical, les dirigeants de cette asbl, non seulement ils n'ont jamais pris d'initiatives en vue d'empêcher la récupération des immigrants musulmans par des tendances d'extrême-droite ou

par des régimes répressifs marocain et turc, mais ils ne se sont même jamais souciés de tenir une assemblée générale en vue de développer, au moins, une réflexion sur ce sujet, et ce depuis 1977, alors que les statuts en prévoient une chaque année dans le courant du mois d'octobre.

Par contre, il a été clairement mis en évidence grâce à plusieurs plaintes déposées par des membres des communautés marocaines et turques, que certains membres du Conseil d'administration, élus juste au début, en 1977, auraient abusé du nom de CRI, à l'insu de ses membres, à des fins personnelles.

Dans l'optique d'aider les immigrants musulmans en Belgique, les arrêtés royaux des 10 juillet 1952 et 11 mai 1971 avaient prévu la désignation des conseillers religieux ou moraux et de leur allouer des indemnités. Il s'est récemment avéré que certains permanents syndicaux, qui figurent également parmi les fondateurs du CRI, s'étaient imposés comme conseillers religieux ou moraux et ont touché pendant des années des indemnités complémentaires, cela sans avoir jamais effectué aucune fonction incombant à ce poste rémunéré.

De plus, ils ont fait désigner comme "conseiller religieux ou moraux" leurs proches, toujours en les employant dans des fonctions qui n'ont aucun rapport avec celles qui sont prévues dans les arrêtés royaux.

Suite à plusieurs plaintes provenant des deux communautés musulmanes, l'Exécutif de la Communauté française a dû arrêter le 11 mars 1983 une nouvelle modalité pour l'attribution de poste de "conseiller moral

ou religieux". D'après cet arrêté, les conseillers religieux islamiques seraient désignés par le Ministre sur proposition des associations représentatives des communautés islamiques. De plus, il leur serait alloué des indemnités par le biais des associations sans but lucratif dont les noms sont proposés toujours par les associations représentatives des communautés islamiques.

Une plainte auprès du Procureur du Roi a mis en évidence le fait que ces postes de conseiller religieux ou moral sont toujours occupés par un certain nombre des dirigeants du CRI, ou leurs proches et aussi que le Ministère des Affaires sociales de la Communauté française a accepté le CRI comme une "association représentative des communautés islamiques", alors que celui-ci n'a jamais effectué les tâches prévues dans ses statuts et qu'il n'a jamais tenu d'assemblées générales depuis 1977. C'est encore le CRI qui a été autorisé de proposer au Ministère des Affaires sociales de la Communauté française les noms des asbl auxquelles seront attribuées de nouveaux conseillers religieux ou moraux. Bien évidemment, il s'agit des asbl mises sur pied par les mêmes dirigeants du CRI.

Ce nouvel abus a eu pour effet de susciter une nouvelle confusion dans l'esprit des communautés musulmanes. La situation irrégulière et les abus répétés du CRI ont été dénoncés par les victimes de ces pratiques redoutables.

Là-dessus, certains fondateurs du CRI ont exigé des auteurs de ces pratiques de convoquer une assemblée générale extraordinaire en 1985. Au grand étonnement

des observateurs, cette assemblée ne s'est tenue qu'avec la participation d'une dizaine de fondateurs sur 124. Cette absence massive est due soit au fait qu'un grand nombre de fondateurs n'ont pas été convoqués, soit à cause de leur désintéressement du sort de la communauté musulmane de Belgique.

Afin de mettre aux oubliettes toutes les irrégularités et tous les abus commis dans le passé, l'Assemblée générale a décidé de dissoudre le CRI. Une opération qui n'a même pas fait l'objet du moindre écho dans les mass-media, alors que la "menace de l'intégrisme" et les moyens éventuels de lutter contre cette menace faisaient couler beaucoup d'encre.

Après la dissolution, quatre responsables principaux de ces irrégularités et de ces abus, dont deux permanents actuels de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC) et deux anciens permanents de la Fédération générale des travailleurs de Belgique (FGTB) ont poussé l'audace jusqu'au point de constituer, à l'insu des fondateurs du premier CRI, une nouvelle asbl, avec les mêmes sigles: "CRI", et ceci afin de la présenter au Ministère des Affaires sociales de la Communauté française comme une "association représentative et crédible" de la communauté islamique. Il s'agissait d'un simple jeu de mots. Alors que le premier CRI était "Culture et Religion Islamique", le deuxième, lui se traduisait par "Centre des Recherches Islamiques".

Toutes ces manœuvres ont été bien évidemment engagées en vue de continuer de bénéficier uniquement de fonds destinés principalement à l'aide des immigrés

musulmans, mais illicitement détournés à des fins privées et personnelles n'ayant aucun rapport avec les objectifs des arrêtés royaux du 10 juillet 1952 et du 11 mai 1971.

### EST-CE QUE LES LAÏCS ONT PERDU LA BATAILLE?

L'échec du CRI suscite beaucoup de questions en ce qui concerne l'intervention des organismes belges dans les affaires islamiques. Quelles sont les leçons tirées de l'échec de cette initiative? Est-ce que les laïcs peuvent lancer une autre initiative, tout en évitant les erreurs commises dans l'expérience du CRI, pour lutter contre la récupération des immigrants musulmans par les régimes répressifs des pays d'origine ou par des courants d'extrême-droite?

Un des co-auteurs de "L'Islam Transplanté", M. Felice Dassetto répond aux questions d'Info-Türk en ces termes:

"1. Tout d'abord un constat: le temps perdu a été considérable. Si certaines choses étaient possibles en 1976-78, elles le sont moins aujourd'hui!

"2. Le CRI a démarré sur l'hypothèse de faire converger, dans une opposition au Centre Islamique du Cinquantenaire, de "laïcs" et de militants islamistes au traditionnalistes de diverse origine. Cette alliance ne pouvait pas durer longtemps. Par ailleurs, —et c'est à mes yeux la grosse question— il importe que les "laïcs" explicitent leur position, sans jouer sur des ambiguïtés (voir le nom même de l'asbl) et en n'essayant pas de

tendre des pièges aux musulmans croyants ou aux Belges qui n'y comprennent pas grand chose. Un grand débat devrait s'ouvrir sur la 'laïcité musulmane'. Elle ne va pas (encore?) de soi (et ceux qui l'affirment ou ils se trompent ou ils veulent nous tromper). Elle n'est pas évidente et est peu partagée parmi les immigrants. Pourrait-elle devenir un peu plus dans le cadre de 'l'Islam transplanté'?

"3. Ne faudrait-il pas faire une analyse plus fine (mais aussi plus réaliste) de ce qu'est le Centre Islamique du Cinquantenaire et imaginer de nouvelles stratégies par rapport à celles imaginées lors de la fondation du CRI.

"4. Je partage vos inquiétudes en ce qui concerne le rôle des Etats étrangers par l'intermédiaire des ambassades. Le rôle de la Turquie est particulièrement inquiétant en ce qui concerne le quadrillage de la population.

"Je reviens à mon propos de départ:

"Le débat et la gestion des questions musulmanes doit sortir des chancelleries et des Etats étrangers, il doit devenir un enjeu à discuter et à négocier parmi des gens qui vivent en Belgique. Remarquez que pour moi cette question concerne non seulement la gestion de religion musulmane mais aussi les cours de langue et concerne donc tout aussi bien l'Espagne, l'Italie, etc...

"5. Quoi qu'il en soit toute nouvelle initiative qui voudrait se poser comme interlocuteur face au pouvoirs belges, doit donner des garanties sérieuses de compétence et d'organisation. Ce qui n'était pas le cas au CRI."

## L'OPPOSITION ISLAMIQUE MAGHREBINE AU CIC

Il faut tenir compte que l'Islam, divisé en plusieurs sectes, ordres et confréries, n'est pas une religion monolithique, ne reconnaît pas une hiérarchie unique. Pour cela, le pouvoir imposé du CIC a été souvent contesté par les différentes communautés musulmanes.

Il y a quelques années, une cinquantaine de mosquées maghrébines s'étaient regroupées au sein de la *Fédération des Mosquées de Belgique* pour revendiquer leur autonomie vis-à-vis du CIC. Le président de la fédération Aïssa Najjari justifie la création de cette nouvelle structure en ces termes: "Le Centre Islamique et Culturel travaillait indépendamment, il y avait une sorte de pouvoir personnel du directeur du Centre, les autres mosquées n'étaient pas consultées pour les fêtes, les horaires de la prière, pour n'importe quel autre problème religieux. C'est pour cela qu'on avait créé la Fédération des mosquées."

Constatant un certain malaise au sein de la communauté musulmane, le gouvernement belge a suggéré au CIC de se restructurer dans une perspective plus démocratique et plus représentative des communautés musulmanes installées en Belgique. Des négociations ont été menées en vue de la création d'un "*Conseil supérieur des musulmans en Belgique*" qui remplacerait le CIC. Le Ministère de la Justice aurait rédigé un avant-projet de loi prévoyant l'organisation d'élections pour faire entrer dans ce Conseil supérieur les représentants des communautés musulmanes immigrées.

Pourtant, d'après une information donnée par Tribune Immigrée du janvier 1987, même sans attendre que les statuts de ce nouveau conseil soient décrétés par le Ministère de la Justice, le CIC a procédé à la constitution du Conseil supérieur en mai 1986. Ce conseil de treize membres se compose des trois représentants de la Rabitat, de cinq ambassadeurs, deux immigrés turcs et deux immigrés marocains. Ces quatre immigrés n'ont été élus qu'avec les votes des musulmans qui fréquentent les mosquées. Donc, les musulmans qui pratiquent chez eux sans fréquenter les mosquées ont été privés du droit de vote et d'éligibilité. Sur treize membres, huit sont extérieurs à la Belgique. Le directeur-imam du CIC détient également la gestion de ce soi-disant Conseil supérieur des musulmans.

Grâce à cette élection bidon et à son pouvoir financier, la Rabitat n'a pas eu la difficulté pour faire accepter à nouveau son autorité aux mosquées contestataires marocaines. Le président de la Fédération des mosquées Aïssa Najjari qui figure parmi les élus du Conseil supérieur des musulmans s'incline devant l'autorité du CIC:

"La Ligue mondiale islamique représente l'ensemble des croyants, si vous voulez c'est un peu le Vatican de l'Islam. Donc je ne pense pas que la Ligue soit extérieure. L'ambassadeur du Maroc a un droit de regard ou quelque chose à dire puisqu'il représente une communauté qui existe en Belgique. De même pour l'ambassadeur de Turquie. Il y a des financements par l'Arabie Saoudite ou d'autres pays arabes à chaque mosquée qui en fait la demande. Ils peuvent toujours faire une de-

mande à l'Arabie Saoudite, au Koweït, au Qatar où à n'importe quel pays du Golfe, et là ils peuvent recevoir la somme totale qu'ils ont demandé, ou une partie..." (*Tribune Immigrée*, déc. 1986, pp 13-17).

#### L'IMPLANTATION DE L'ISLAMISME DANS L'IMMIGRATION TURQUE

Comme nous l'avons détaillé dans la première partie cette étude, les tendances islamistes se propagent dans la société turque, surtout parmi des gens qui se sentent menacés par les développements socio-économiques (petite bourgeoisie) ou parmi ceux qui se sentent déjà perdus et qui cherchent une identité et une stabilité (les villageois qui ont immigrés vers les grandes villes ou bien vers les pays industrialisés).

Faisant partie de cette dernière catégorie, les immigrés musulmans en provenance de Turquie, constituent un terrain fertile pour toutes les tendances islamistes ainsi que pour le mouvement néo-fasciste qui exploite bien les nostalgies et sentiments nationalistes et religieux des populations dépaysées.

Il faut se rappeler que l'immigration turque est la plus récente en Europe comparée aux autres communautés immigrées. Elle a d'abord commencé à s'organiser dans le cadre des initiatives visant à construire des mosquées et à assurer le rapatriement des corps des défunts. Au début, c'était là les initiatives les plus urgentes pour les ressortissants turcs qui se trouvaient dans un pays dont la religion et les coutumes sont tout à fait différents.

Avec l'arrivée de la deuxième génération, ces associations ont commencé à organiser des cours coraniques pour leurs enfants en faisant venir des imams et hodjas de Turquie. C'est alors que les tendances islamistes et nationalistes ont saisi l'occasion et ont commencé à envoyer leurs propagandistes aux pays européens. En effet, l'arrivée massive des travailleurs immigrés turcs en Europe coïncidait avec la montée des mouvements néo-fascistes et intégristes dans leur pays d'origine.

Donc, quatre mouvements islamistes ont réussi à s'implanter dans l'immigration turque en Europe:

1. *La Vision nationale* (Milli Görüs): Organisé en Europe sous l'appellation de l'Organisation de Vision Nationale en Europe (AMGT), ce mouvement contrôle plus de 150 mosquées. Ils regroupent des jeunes immigrés au sein de l'Union de la Jeunesse Islamique en Europe (AIGB). Le journal quotidien Milli Görüs de ce mouvement se vend dans toutes les villes européennes habitées par les immigrés turcs.

2. *Les Süleymanci*: Organisés sous l'appellation d'Union des Centres Culturels Islamiques (IKMB), ils contrôlent 147 mosquées, 300 centres culturels et des centaines de cours coraniques. Bien que les Süleymanci ne croient pas qu'un musulman puisse être ami des Chrétiens ou des Juifs, leur représentant en Europe, Harun Resit Tüylüoglu, est en relation très étroite avec le cardinal de Cologne Höffner, et avec le membre du parlement du CDU, Albrecht Hassinger. Depuis 1978, les Süleymanci ont leur propre hebdomadaire: *Anadolu*. Les Süleymanci ont également beaucoup



d'influence dans une organisation politique, proche du Parti de la Justice (AP) defunt: Hür-Türk (Turc libre), qui a des rapports privilégiés avec le CDU.

3. *Les Khomeinystes*: Menés par Cemalettin Hodja à Cologne, ils s'organisent en Europe sous l'appellation de l'Union des Associations et des Communautés Islamiques (ICCB) et contrôlent quelque 120 mosquées. D'après le quotidien Cumhuriyet du 13 mars 1987, Cemalettin Hodja aurait visité Téhéran et jouirait du soutien complet du régime de Khomeiny.

4. *Les Nurcu*: alors qu'ils n'ont pas une structure organisationnelle comme les trois premiers, les Nurcu exercent une influence considérable sur les immigrés turcs notamment en RFA, en Belgique et aux Pays-Bas. Contrairement aux trois autres, les Nurcu ne refusent pas de dialoguer avec les laïcs. Ils essaient plutôt de propager les idées de Saidi Nursi parmi les travailleurs immigrés.

#### LA RAMIFICATION DES LOUPS GRIS EN EUROPE

Parmi les tendances se prétendant défenseur de l'Islam, la plus dangereuse est sans aucun doute "*les Loups Gris*" qui s'organisent dans les associations turco-islamiques en Europe.

Depuis le début les activistes du parti néo-fasciste de l'ancien colonel Turkes se sont bien organisés dans tous les pays européens accueillant les travailleurs immigrés turcs. Ils avaient d'abord constitué des sections locales du *Parti d'Action Nationaliste (MHP)*, mais le

fait qu'à l'époque, le Code des partis politiques interdisait aux partis de s'organiser à l'étranger, la Cour Constitutionnelle de Turquie avait mis en garde le MHP en l'avertissant qu'il serait définitivement interdit s'il ne supprimait pas ses sections à l'étranger. Sur ce, à partir de 1977, les Loups Gris ont dissout les sections du MHP et se sont organisés dans des associations parallèles telles le "*Foyer de l'Idéal*" ou "*l'association culturelle turque*" (Türk Kültür Derneği).

A la suite de plusieurs visites de leur chef Turkes dans les pays européens, toutes ces associations de Loups gris se sont regroupées sous la direction de la *Türk-Federasyon* (Fédération turque), qui a son siège depuis une dizaine d'années à Francfort (RFA).

Il y a sept ans et demi déjà, l'organe de presse du syndicat allemand des ouvriers métallurgistes (IG Metall) avait publié un rapport d'ensemble sur l'organisation, la stratégie et les tactiques des Loups gris en RFA (*Metall*, No. 2, du 23 janvier 1980).

Sous le titre "Loups gris appellent à la guerre sainte", l'article, parlant du fait qu'un membre turc de IG Metall, Celalettin Kesim, avait assassiné le 5 janvier 1980 par des agresseurs d'extrême-droite à Berlin-Ouest, attirait l'attention sur d'autres incidents sanglants provoqués et perpétrés par les "Loups gris" en RFA.

Un mois plus tôt déjà, le Bulletin *Info-Türk* avait signalé que le 27 novembre 1979, les "Loups gris" avaient blessé deux ouvriers progressistes qui refusait d'accepter les tracts qu'il distribuait à Francfort:

"A la suite de cet incident, la police allemande effec-

tua une perquisition au siège des Loups gris, la *Türk-Federasyon*, et arrêta le président de leur association locale et un autre suspect. D'autre part, certains indices permettent de supposer que depuis qu'il s'est évadé en Turquie, le terroriste Mehmet Ali Agca exerce son activité parmi les Loups gris en Europe. Récemment, le 15 décembre 1979, au cours d'un incident entre des étudiants turcs de gauche et de droite à Paris, des tireurs ouvrirent le feu sur les étudiants de gauche qui se trouvaient dans un café, en blessant cinq ainsi que trois serveurs français. Des rumeurs circulent selon lesquelles cette embuscade aurait été combinée et dirigée par Agca, mais ceci n'a pas encore été confirmé par les autorités de police." (*Info-Türk*, No.38, décembre 1979).

### L'ORGANISATION DES LOUPS GRIS EN BELGIQUE

A cet époque, les activités des Loups gris en Belgique étaient dirigées par un groupe installé à Namur. Ayant des rapports très étroits avec des officiers de renseignement turcs en mission à l'OTAN à Casteau, près de Mons, et avec certains éléments fascistes du Consulat de Turquie à Bruxelles, ce groupe avait lancé ses activités à Bruxelles dès le mois d'avril 1978. Un certain Hasan Bilge de Namur avait organisé une première réunion d'organisation le samedi 8 avril 1978, dans une salle de cinéma à Schaerbeek, avec la participation des Loups gris venue d'autres pays. A l'issue de cette réunion, une association fut fondée portant le nom de "*Foyer de l'Idéal sublime - Foyer de l'Idéal*" (Bü-

yük Ülkü Dernegi - Türk Ocagi). En exploitant les sentiments religieux des travailleurs turcs provenant d'un pays à majorité musulmane, les Loups gris développaient également leurs activités sous forme d'association de culture islamique. En effet, environ 500 personnes étaient affiliées à l'*Association de la Culture islamique de Buxelles* (Brüksel Islam Kültür Cemiyeti), fondée par Hasan Bilge et ses amis. Cette association avait acheté un immeuble situé au 80-82, chaussée de Haecht à Bruxelles. Ceci pour le transformer en mosquée.

Le contact avec le MHP en Turquie était assuré par un certain Ihsan Merdanoglu qui faisait tous les trois mois le voyage de Turquie avec un convoi de quatre voitures. Ces voitures servaient à ramener du matériel de propagande fasciste.

En liaison avec cette association de Bruxelles, des associations de "*Culture islamique*" s'étaient constituées dans d'autres villes belges. Ces associations étaient soutenues également par le CIC.

En mai 1979, Info-Türk faisait état d'une série d'actes agressifs des Loups gris visant les travailleurs progressistes en Belgique.

Selon le quotidien *Milliyet* du 8 décembre 1978, un responsable de la police (BSR) aurait déclaré qu'il savait que les activités de l'extrême-droite turque en Belgique s'étaient multipliées et que dans la mesure où ces activités étaient néfastes aussi bien pour la communauté turque que belge, les mesures nécessaires devaient être prises. Selon ce même journal, les responsables des travailleurs turcs déclaraient "qu'ils ne font pas confi-

ance aux autorités turques et que les demandes écrites aux autorités circulaient sous forme de photocopies dans les cafés." Et d'ajouter: "nous ne pouvons nous plaindre par écrit auprès des autorités car notre sécurité et notre vie sont en danger."

Déjà en 1979, les associations des Loups gris en Belgique étaient affiliées à *Türk-Federasyon* à Francfort. De plus, leur nouveau chef, Salahattin Saygin, a été élu au Conseil d'administration de cette fédération.

#### LES LOUPS GRIS APRES LE COUP D'ETAT

Après le coup d'état militaire de 1980, suite à la dissolution du MHP et à l'arrestation de leurs chefs en Turquie, les Loups gris établis en Europe ont réduit leurs activités publiques et ont veillé à passer cette période sans avoir d'ennuis.

En outre, l'attentat contre le Pape par un "loup gris", *Mehmet Ali Agca*, en 1981, et l'implication de noms de plusieurs dirigeants du MHP et de la *Türk-Federasyon* dans cette affaire obscure; a été un autre élément éclipant cette tendance.

Pourtant, pendant cette période, les organisations de Loups gris se sont consacrées à l'organisation des services religieux telles les mosquées ou les cours coraniques et à recruter les croyants turcs pour amplifier leurs bandes. A cette fin, elles ont changé leur appellation en y insérant le mot "islamique". Dans l'immigration turque ils contrôlent au moins une centaine de mosquées et de cours coraniques.

En Belgique, beaucoup d'organisations de Loups gris s'appellent "l'association de culture turco-islamique". Toutes ces associations se regroupent depuis avril 1984 au sein de la Fédération des Associations culturelles turco-islamiques, en abrégé *Türk-Islam Federasyonu* (la Fédération turco-islamique).

Après la mise en liberté de leur chef Turkes en Turquie, les Loups gris en Europe ont remontré les dents.

Le 7 janvier 1985 à Hannovre, ils ont blessé un militant turc du syndicat allemand IG Metall, *Zeki Sonraci*, qui avait refusé d'accepter un tract publié par la *Türk-Federasyon*.

A la veille de l'ouverture du procès de Rome, la *Türk-Federasyon* a tenu son congrès le 18 mai 1985 à Castrop-Rauxel (RFA). A ce congrès, les Loups gris ont adopté une résolution de soutien à leur ancien président *Serdar Celebi*, l'un des prévenus du procès de Rome.

Ensuite, les Loups gris ont franchi une nouvelle étape lors de l'ouverture du procès de Rome: une cinquantaine de membres de la *Türk-Federasyon* ont pu s'introduire dans la salle en scandant des slogans en faveur de leur ancien président.

Malgré ces faits, les Loups gris sont crédités non seulement par les autorités turques, mais aussi par les autorités belges. Les deux derniers congrès des Loups gris en Belgique en sont le derniers exemples.

Le congrès de 1986 de la *Türk-Islam Federasyonu* s'est réuni le 26 avril à Anvers en présence de l'ancien vice-président du ANAP, *Mustafa Tasar*, et du Consul de la République de Turquie. En dépit des protestations

des organisations turques et belges, les autorités communales ont refusé d'interdire la tenue de ce congrès.

Quant au Congrès de 1987, il s'est réuni en avril à Eisdien et a été assisté par Serdar Celebi, un des prévenus principaux du procès de Rome. Qui plus est, le Premier ministre belge Wilfrid Martens et l'Ambassadeur turc Ecmel Barutcu ont envoyé leurs messages de succès à ce congrès des Loups Gris de sorte qu'ils légitimisent et encouragent cette organisation de la terreur noire.

#### L'OPPOSITION ISLAMIQUE TURQUE A LA RABITAT

Depuis le début, toutes les tendances islamistes dans la communauté turque ont eu d'une façon ou d'une autre des rapports avec *la Rabitat-ul Islam-ul Alem*. Celle-ci avait décidé en 1980 d'octroyer \$50.000 à toute association islamique qui voudrait construire une mosquée en Europe. D'après l'hebdomadaire *Yeni Gundem* du 19 mai 1986, ces fonds auraient été payés par l'intermédiaire de la *Commission des Mosquées en Europe*.

De plus, le *Centre Islamique et Culturel à Bruxelles* se chargeait de payer les salaires des religieux turcs. Au cours d'un briefing tenu le 26 novembre 1982, il fut révélé que le nombre des religieux turcs nommés et payés par le CIC devait s'élever à 83. (*Milliyet*, 26.3.1987).

Pourtant, cette subordination administrative et financière à un centre saoudien a suscité certain malaise aussi bien dans le clergé turc que dans les corps diplomatiques.

“l'Islam turc en Belgique allait se trouver perturbé par l'influence arabe -surtout saoudienne, grande puissance financière- exercée sur l'organisation de la religion musulmane. (La) position assignée au CIC, sera dès le départ violemment contestée par la communauté turque et la Turquie par voie de sa représentation officielle, chargée de l'organisation religieuse des Turcs, en Belgique (...) Mais la contestation turque ne vint pas seulement des milieux officiels, mais aussi des communautés immigrées elles-mêmes. Lorsque le CIC prendra l'importance que nous lui connaissons aujourd'hui, il sera boudé par la majorité des Turcs qui ne voient en lui que la mosquée des Arabes.” (Robert Anciaux, *Tribune Immigrée*, jan 1987, pp 64-65).

Ce malaise coïncidait bien avec le lancement, par le gouvernement militaire, du projet de regrouper toutes les associations de droite au sein d'une seule fédération pour chaque pays de sorte que les travailleurs immigrés puissent être sous le contrôle absolu d'Ankara.

Les militaires, compte tenu du fait que tous les objectifs politiques du parti néo-fasciste étaient identiques à ceux du Conseil national de Sécurité (MGK), appellation officielle de la junte militaire, ont donné ordre aux missions diplomatiques turques à l'étranger de regrouper toutes les associations immigrées pro-gouvernementales au sein d'une seule fédération pour chaque pays. En 1982, le nombre de ces associations atteignait une soixantaine dans toute la Belgique.

Dans cet ordre, l'Ambassade de Turquie en Belgique a imposé aux dirigeants des associations recon-

nues par elle, l'idée de constituer une fédération à l'échelle nationale. Tout d'abord, les dirigeants de plusieurs associations ont été convoqués au Consulat général de Turquie à Bruxelles en mars 1982. Ensuite, le délégué social de l'Ambassade de Turquie, *Ahmet Ersoy*, trois délégués religieux et deux enseignants de langue et de culture turques, tous mandatés par l'Ambassade, ont organisé un congrès de constitution le 30 mai 1982 à Bruxelles. Dans cette perspective, ils ont fait appel à toutes les associations reconnues par l'Ambassade. Malgré le fait que les quotidiens turcs en vente en Belgique avaient fait beaucoup de publicité autour du congrès de constitution, ce congrès n'a pourtant pas abouti à la création d'une fédération à cause des divergences qui régnaient dans les milieux religieux.

Après l'échec de cette première tentative en vue de la création d'une fédération unique, une deuxième tentative a été faite à La Louvière, en avril 1983, par un autre délégué aux affaires sociales de l'Ambassade de Turquie, *Osman Kurt*, qui est également président de l'Association culturelle et d'entraide des travailleurs turcs à La Louvière. Mais cette fois, il s'agissait d'une initiative régionale qui ne regroupait initialement que quatre associations de la région du Hainaut, alors que sa dénomination était "*la Fédération des associations des travailleurs turcs en Belgique*".

Dans le même temps, une deuxième fédération a été constituée par les associations religieuses établies à Anvers sous l'appellation de "*la Fédération des associations islamiques turques en Belgique*".

Ces deux fédérations changeront leurs appellations en 1987.

Les Loups gris qui s'organisaient depuis des années en Belgique, ont eux aussi mis sur pied leur propre fédération au début avril 1984: *La Fédération des Associations culturelles turco-islamiques (Türk-Islam Federasyonu)* dont les ramifications s'étendent à Anvers, Gand, Bruxelles, Liège et dans la province du Limbourg (Heusden, Zolder, Beringen et Eysden).

Ainsi, toutes les démarches en vue de la création d'une fédération unique ont abouti à un échec. Aussi l'Ambassadeur turc Faik Melek ne cacha pas sa déception dans l'interview qu'il accorda au *Hürriyet* du 21 avril 1984: "Je voudrais dire avec regret qu'en dépit de nos efforts, l'union n'a pas encore pu être réalisée jusqu'ici. C'est regrettable."

A l'heure actuelle en Belgique se trouvent trois fédérations de droite: *La Fédération du Nord des Associations des Travailleurs turcs*, siégeant à Anvers et dirigée par Irfan Günes, *la Fédération du Sud des Associations des Travailleurs turcs*, siégeant à La Louvière et dirigée par Osman Kurt, conseiller de l'Ambassade turque, et *la Fédération des Associations culturelles turco-islamiques*, siégeant à Eysden et dirigée par les Loups Gris.

#### LA FONDATION TURQUE DES AFFAIRES ISLAMQUES

Toutefois, le gouvernement turc a pris une autre initiative afin de regrouper les associations de droite au moins sur le plan religieux et a mis sur pied à Bruxelles,

le 29 décembre 1982, la *Fondation turque des affaires religieuses islamiques* (Türk Diyanet Vakfi). Apparemment, cette fondation aurait sauvé les musulmans turcs de l'influence du CIC. Parmi les fondateurs de cette organisation qui regroupe une soixantaine de mosquées figure le Président du Directorate des affaires religieuses de la République de Turquie, *Tayyar Altikulaç*, et plusieurs conseillers religieux des ambassades turques en Europe. L'ambassadeur turc à Bruxelles en est le président d'honneur.

Pendant l'inauguration du siège de la fondation au Boulevard Général Jacques 38 - 1050 Bruxelles, coûté 18 millions FB, le Ministre turc d'Etat *Kazim Oksay* a déclaré: "Au coeur de l'Europe, au sein d'une des plus importantes communautés chrétiennes du monde, vous menez des activités promouvant nos valeurs. Toutes les autres idées sont inférieures nôtres et elles sont condamnées à disparaître dans l'avenir alors que l'Islam vivra éternellement."

Par la même occasion, les dirigeants de la Fondation ont procédé, le même jour, à l'inauguration de nouvelles mosquées turques à Heusden, Zolder, Waterschei et Winterslag.

Alors que les organisations de *la Vision Nationale*, en contestant la légitimité du pouvoir militaire à Ankara, refusaient de faire partie de *la Fondation turque des affaires religieuses islamiques*, *l'Association de Solidarité avec les Travailleurs turcs à La Louvière (TIDD)*, dirigée par des militants de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC), a décidé elle aussi d'adhérer à

cette fondation pro-gouvernementale. D'après le *Hürriyet* du 8 juin 1985, au congrès de cette association qui aboutit à la décision d'adhésion, assistaient le Consul turc *Selcuk Incesi* et le Conseiller religieux de l'Ambassade de Turquie *Riza Selimbassoglu*. La plupart des dirigeants de cette association figurent également parmi les fondateurs ou permanents de *Türk-Danis*, une association mise sur pied par la CSC.

Ainsi, l'Ambassade de Turquie a réussi à compenser l'échec de sa tentative de créer une fédération unique, en regroupant toutes les associations de droite ainsi que les militants de la CSC au sein de sa fondation islamique.

#### LA RABITAT RECUPERE LES CONTESTATAIRES

Après la création de cette fondation turque, le gouvernement d'Ankara a décidé de ne plus demander au CIC de payer les salaires du clergé turc chargé en Europe. Depuis quelques années, ces salaires sont payés par la Fondation. En vertu du règlement, les membres du clergé turc sont tenu de rentrer à la Turquie après un service de cinq ans. Toutefois, certains imams ou professeurs de religion islamique refusent d'obéir à la directive de retourner en Turquie. N'étant plus payés par la Fondation, ces religieux sont pris en charge par le CIC.

C'est cette substitution du CIC qui a suscité un nouveau malaise au sein de la communauté turque. Le 26 octobre 1986, les présidents de deux fédérations turques ont conseillé aux parents musulmans de ne pas

confier leurs enfants aux professeurs nommés et payés par le CIC.

Pourtant, comme il l'avait fait pour le clergé marocain contestataire, le CIC a réagi tout de suite en annonçant que les présidents de deux fédérations turques en question, *Irfan Günes* et *Osman Kurt*, auraient été "sélectionnés" pour le *Conseil Supérieur des Musulmans en Belgique*. (*Tercüman*, le 18 novembre 1986).

Cette amélioration des rapports entre le CIC et les associations de droite turques pourrait être perturbée à cause des récentes révélations du *Cumhuriyet*, mais le futur de ces rapports dépend entièrement de la prise de position du gouvernement d'Ankara. L'emprise saoudienne sur le gouvernement actuel est si puissante que les dirigeants d'associations de droite à la solde du régime devront en tout état de cause s'incliner devant l'autorité de *la Rabitat*.

## QUELQUES PROPOSITIONS

L'analyse de l'avis du Conseil consultatif des Immigrés de la Communauté française en date du 12 juillet 1984 à propos de l'enseignement de religion islamique nous amène à formuler les propositions suivantes:

### 1. La gestion des affaires religieuses:

Compte tenu du fait que l'Islam ne connaît aucune autorité hiérarchique, la gestion des affaires religieuses musulmanes doit revenir à une assemblée représentative de toutes les communautés musulmanes de Belgi-

que et élue démocratiquement par elles. Cette assemblée, porte-parole de la Communauté musulmane de Belgique, se doit d'être indépendante, apolitique et libre de toutes pressions diplomatiques ou étrangères.

### 2. Nomination des enseignants de religion islamique:

L'Assemblée des communautés musulmanes de Belgique est la seule instance attitrée pour nommer les enseignants de religion islamique. Les désignations se feront par le Ministère de l'Education nationale belge.

Pour être désignés, les enseignants doivent répondre aux conditions suivantes:

- Etre Belge, être issu du milieu d'immigration de longue date ou résider en Belgique depuis au moins cinq ans.

- Posséder un certificat d'études secondaires supérieures, un diplôme ou une licence belge. Pour les résidents de plus de cinq ans, une équivalence des certificats ou diplômes est requise.

- Maîtriser parfaitement une des deux langues nationales et posséder la langue de la communauté à laquelle le cours de religion est destiné.

- Connaître ou être initié à la vie sociale, culturelle, religieuse et éducative des milieux immigrés d'obédience musulmane.

- Connaître le système, le programme et les institutions scolaires belges.

- Posséder un titre d'aptitude à l'enseignement de la religion musulmane délivré par l'Assemblée des communautés islamiques de Belgique ou un titre équivalent.

## CONCLUSION

Depuis le coup d'état de 1980, la Turquie se trouve sous l'influence croissante de l'intégrisme saoudien. Les hommes de confiance de cette "internationale réactionnaire" à la solde de l'hégémonie américaine se sont bien placés aussi bien dans l'appareil de l'Etat que dans tous les domaines de la vie politique, économique, sociale, académique et culturelle du pays.

Ce qui est le plus grave, c'est que l'Armée turque, tout en trahissant sa tradition kémaliste-laïque, s'est inclinée devant la remontée de l'islamisme. Elle se réclame même être "l'armée la plus puissante du monde islamique" et se charge de mener une "guerre sainte" contre tous les opposants du régime.

La thèse turco-islamique est devenue la thèse officielle de l'Etat.

Le dernier congrès de l'Union des Chambres de l'Industrie et du Commerce et des Bourses de Turquie (TOBB), réuni fin mai 1987, a démontré d'une manière irréfutable que les milieux d'affaires turcs sont, eux aussi, soumis à l'emprise saoudienne. Au cours de ce congrès, ouvert avec le récit des versets du Coran, le Conseil d'administration, à l'exception d'un membre contestataire, confirme son obédience à la thèse turco-islamique.

Toutefois, ces mêmes milieux frappent à la porte des Communautés européennes. La demande d'adhésion de la Turquie a été introduite le 14 avril 1987 par le gouvernement d'Özal et le Conseil des ministres des

CE a décidé, le 27 avril, de transmettre cette demande à la Commission.

Fidèle à son choix philosophique, M. Necmeddin Erbakan, président du Parti du Salut National (MSP) défunt, conteste cette demande d'adhésion en ces termes: "La Turquie doit, au lieu d'entrer dans les CE, créer un marché commun avec les pays islamiques. Les Communautés Européennes signifient un Etat unique. Si nous y entrons, la Turquie sera une des provinces de cet Etat. C'est-à-dire que nous serons anéantis par ce monstre tentaculaire. Pour cela, il faut absolument organiser un référendum sur la question de l'adhésion aux CE."

Cet argument de tous les islamistes de la Turquie est également celui d'Özal. Pour cela, plusieurs observateurs soulèvent le doute en ce qui concerne la sincérité de cette demande d'adhésion introduite hâtivement par un gouvernement sous l'emprise de l'intégrisme saoudien. Certains journalistes affirment qu'Özal se serait précipité d'introduire la demande afin de rendre impossible une éventuelle adhésion turque à la famille euro-péenne. D'après eux, Özal sait très bien que, dans les circonstances actuelles, en l'absence d'une démocratie véritable, et tous les problèmes que posent le sous-développement en Turquie et le taux de chômage élevé, les Communautés européennes ne donneraient jamais une suite favorable à cette demande prématurée. Donc, un tel refus obligerait la Turquie à chercher une collaboration plus étroite avec le monde musulman.



En effet, les premières réactions de l'Occident contre la demande d'Özal justifie ce doute:

"Le gouvernement turc a lancé hier une bombe diplomatique dans la Communauté Européenne avec sa demande officielle de devenir son 13ème état-membre. Néanmoins cette demande sera certainement rejetée par la CEE, malgré les pressions de la part des Etats-Unis craignant que le gouvernement d'Ankara ne soit indisposé au point de reconsidérer ses liens étroits avec l'OTAN et l'ouest." (*The Guardian*)

"L'avantage de l'adhésion turque serait un renforcement de la sécurité occidentale, puisque faisant déjà partie de l'OTAN. Mais les diplomates pensent que ceci est plus que contrebalancé par le désavantage de la situation économique et sociale de la Turquie, qui aggraverait le différent nord-sud, et par les faibles performances de la Turquie en matière de démocratie." (*The Times*)

"Il y a eu accord général sur le fait que la Turquie avait tort, et que la demande d'adhésion poserait un dilemme pour certains pays qui ne voudraient pas opposer un refus pour des raisons politiques. Ils trouvaient néanmoins que c'était prématuré". (*Financial Times*)

"Il aurait mieux valu que la Turquie ne fasse pas de demande pour une complète adhésion." (*Frankfurter Allgemeine Zeitung*)

"La demande d'adhésion turque accueillie sans enthousiasme par les Douzes." (*Le Figaro*)

"Les chances de la Turquie sont très minces." (*Liberation*)

"Bien qu'il sache que la réponse sera "non", Özal veut jouer un rôle historique." (*Elefterotipiya*)

"La Turquie n'est pas encore prête, ni sur le plan économique ni sur le plan politique, pour son entrée dans le club de la Communauté." (*le Monde*)

"La Turquie est un pays de tradition musulmane. Seulement un dixième de ses territoires est réellement sur le continent européen. Ses structures économiques sont celles d'un pays sous-développé." (*Le Soir*)

En riposte à l'argument qu'Özal ne serait guère un partisan de l'adhésion aux CE, ses porte-paroles affirment souvent que l'adhésion turque aux CE constituerait un nouveau pas en avant dans le processus de l'implantation de l'Islam dans une Europe chrétienne. A leurs dires, les CE auraient déjà donné leur première concession au monde islamique en lui permettant d'ériger le Centre Islamique et Culturel de *la Rabitat* juste à côté de l'édifice de la Commission européenne.

Quels que soient les vrais desseins d'Özal, la Turquie s'intègre beaucoup plus dans l'internationale intégriste de l'Arabie Saoudite que dans la famille européenne.

Devant la montée de l'intégrisme, seules les forces progressistes du pays restent attachées à et défendent la laïcité de l'Etat. Elles luttent aussi bien pour la liberté des pratiques religieuses ou le port de tenues traditionnelles des croyants que pour la laïcité de l'Etat. En effet, pendant des décennies, des pratiquants avaient souffert de l'intolérance des gouvernements kémalistes, une intolérance qui n'a jamais été approuvée par les

forces progressistes. A l'heure actuelle, le régime turco-islamique adopte la même attitude et encourage l'intolérance des groupes intégristes vis-à-vis des laïcs. Les forces progressistes se battent contre toute intolérance, quelle que soit son origine.

Cependant, depuis des années ces forces ont été la cible principale de l'offensive turco-islamique. Les partis politiques, les syndicats, les organisations démocratiques et culturelles et toutes les publications progressistes ont été interdits après le coup d'état.

Dernièrement, les forces progressistes s'efforcent de hausser la voix par le biais du Parti populiste social-démocrate (SHP) au plan parlementaire et par quelques périodiques dans l'opinion publique. Mais tous ces efforts s'avèrent insuffisants devant l'offensive intégriste soutenue par les gros moyens de l'Etat. La voix de l'opposition laïque est étouffée dans le bruit de la campagne turco-islamique orchestrée habilement par les intégristes saoudiens et diffusée par la Radio-TV de l'Etat et les grands médias.

La défense de la laïcité de l'Etat fait donc partie de la lutte pour la démocratie en Turquie qui se développe malgré les conditions difficiles.

C'est seulement la victoire des forces progressistes dans leur lutte pour une véritable démocratie, pour tous les citoyens croyants ou laïques, qui pourra éviter à la Turquie de plonger dans un abysse médiéval.